

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES
RÉFORMES SUCCESSORALES

COMBINÉES AVEC

LA CRÉATION D'UN BIEN DE FAMILLE INSATISSABLE
DANS LE BUT DE FAVORISER
LA REPOPULATION EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le samedi 6 juin 1908, à une heure,

PAR

JEAN FERRAND

Président, M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants { *M. JAY, professeur.*
M. CAPITANT, chargé de cours.

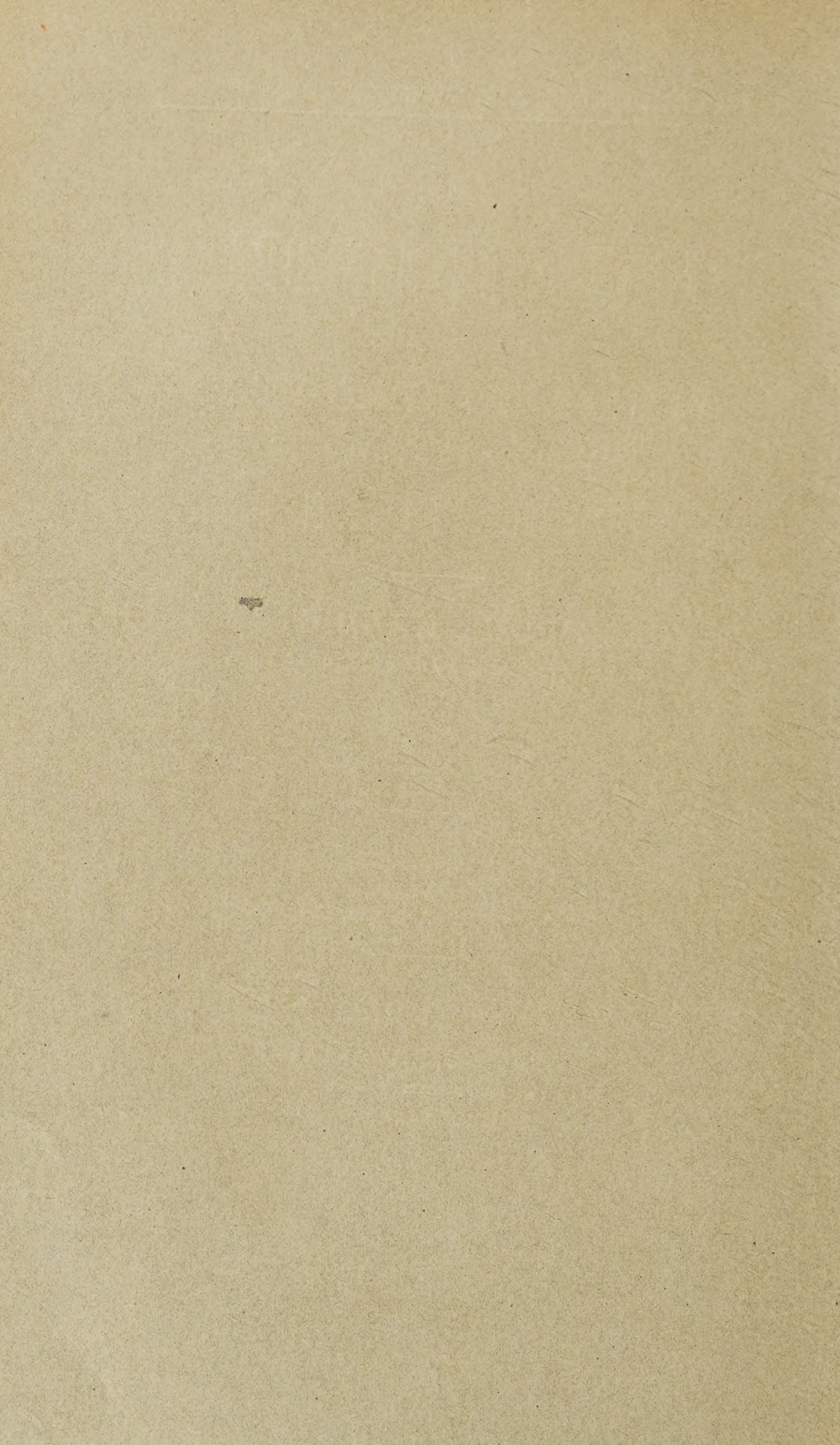
PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1908



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES
RÉFORMES SUCCESSORALES

COMBINÉES AVEC

LA CRÉATION D'UN BIEN DE FAMILLE INSAISSISSABLE
DANS LE BUT DE FAVORISER
LA REPOPULATION EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le samedi 6 juin 1908, à une heure,

PAR

JEAN FERRAND

Président, M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants { *M. JAY, professeur.*
M. CAPITANT, chargé de cours.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1908





Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- ALBERT. — *La liberté de tester*. Thèse, Poitiers, 1893.
- BERTILLON (D^r J.). — *Le problème de la dépopulation* (*Revue politique et parlementaire*, juin 1897).
- BOISSONNADE. — *Histoire de la réserve*.
- BRANDT (D^r Alexandre de). — *Droit et coutumes des populations rurales de la France*. Larose, Paris, 1901.
- CHEYSSON (E.). — *La question de la dépopulation*. (*Revue politique et parlementaire*, juin 1897).
- CILLEULS (des). — *La population française en 1800 et 1900*. (*Réforme sociale*, décembre 1900).
- COLIN (Ambroise). — *La natalité française et les lois successorales*. (*La Grande Revue*, mars 1903).
- CORNIQUET (Louis-A.). — *L'insaisissabilité du foyer familial aux Etats-Unis* (Etude sur le homestead). Thèse, Paris, 1894.
- CORNULIER-LUCINIÈRE (de). — *Etude sur le droit de tester*.
- DEMOLOMBE. — *Traité des donations entre vifs et des testaments*.
- DUPERRIEU. — *Essai sur la crise de la dépopulation en France*. Thèse, Bordeaux, 1901.
- FENET. — *Travaux préparatoires du Code civil*.
- GLASSON. — *Discours sur l'autorité paternelle et le droit de succession des enfants* (*Réforme sociale*, 16 avril 1889).
- GONNARD. — *La dépopulation en France*. Thèse, Lyon, 1898.
- HUBBARD. — Proposition de loi et exposé des motifs relatifs au homestead, 19 juin 1894.
- Journal des Economistes*.
- Journal officiel*. — Projet de loi du 3 janvier 1905, annexe, n° 2214.
- JUNG (Jules). — *Famille ; Population*. Paris, 1904.

- LEHR. — *Eléments de Droit civil russe.*
LEHR. — *Eléments de Droit civil anglais.*
LEHR. — *Eléments de Droit civil espagnol.*
LEMIRE (l'abbé). — Proposition de loi et exposé des motifs relatifs à l'organisation du bien de famille. 18 juillet 1894 et 23 juin 1898.
LEMIRE (l'abbé). — Rapport sur l'insaisissabilité du bien de famille, 6 juillet 1900.
LEVASSEUR (E.). — *La population française.* Histoire de la population avant 1789 et démographie de la France au XIX^e siècle. Paris, 1889-1892.
LÉVEILLÉ. — Proposition de loi et exposé des motifs relatifs au homestead. 19 juin 1894.
MAVIDAL et LAURENT. — *Archives parlementaires.*
PETIET. — *Le foyer stable ou bien de famille insaisissable.* Thèse, Paris, 1901.
PIOT (Edme). — *La question de la dépopulation en France: le mal ses causes, ses remèdes.* Paris, 1900.
RAISIN. — *La dépopulation en France et le Code civil.* Thèse, 1901.
TOUTÉE. — Rapport à l'Académie des Sciences morales et politiques. Paris, 1903. Brochure.
VILLEY (Edmond). — *Discours sur la liberté de tester.* (*Journal des Economistes*, 5 mai 1890).
-

INTRODUCTION

Depuis un quart de siècle il est un fait qui appelle l'attention de tous ceux qui pensent, philosophes, économistes, juristes, publicistes, romanciers même : le faible accroissement de la population en France.

Le dernier recensement, opéré en 1906, loin de nous rassurer, vient encore nous montrer les progrès du mal ; durant la dernière période quinquennale, notre population ne s'est augmentée que de 300.000 unités, ce qui porte le chiffre total des habitants en France à 39.252.267, alors qu'en 1876 ce chiffre était de 36.905.788. C'est donc un accroissement de deux millions et demi d'unités à peine, alors que pendant le même laps de temps la Russie voyait augmenter sa population de 26 millions d'habitants, l'Allemagne de 11 millions, l'Autriche de 7 millions, l'Angleterre de 8 millions et l'Italie de 5 millions.

Or, les conséquences néfastes d'un pareil état de choses ne sont pas niables. Au point de vue économique c'est le ralentissement de la production des richesses, de leur circulation, de leur consommation ;

au point de vue moral et politique c'est l'amollissement de la race, l'affaiblissement des forces militaires, de la situation internationale, de l'influence, de la prépondérance d'un pays.

En présence de ces constatations, une question se pose : quelle est la cause du mal ? Et les statistiques de nous répondre : la décroissance toujours grandissante de la natalité ; la nuptialité restant normale, et la mortalité ayant plutôt une tendance à baisser. Alors qu'en 1874, la moyenne annuelle des naissances par 1.000 habitants, était en France de 26,2, elle n'est plus, actuellement, pour le même chiffre d'individus, que de 22,5.

Si nous jetons un coup d'œil sur ce qui se passe dans les autres grandes nations européennes, nous les voyons se maintenir à des moyennes beaucoup plus élevées ; pour 1.000 habitants, la Hongrie compte 42,2 naissances, l'Allemagne 38,2, l'Autriche 37,7, l'Italie 37, l'Angleterre 30,8 ; proportions toutes très peu inférieures à celles de 1874.

C'est donc du côté de l'augmentation de la natalité que doivent se diriger les efforts pour essayer d'enrayer le mal ; et, dans ce but, il nous faut d'abord rechercher quelles sont les causes de cette rareté relative des naissances.

Elles sont multiples ; mais, parmi elles, il en est une qui apparaît dominant toutes les autres : la res-

triction volontaire. Là est la raison réelle de cette « morosité procréatrice », pour employer l'expression d'un spirituel médecin, dont souffre notre pays. Et c'est un point sur lequel on rencontre la presque-unanimité des auteurs qui ont étudié la question. « Quand le savant cherche les causes de la faible natalité en France, écrit M. Levasseur, il a le droit de dire, d'une manière générale, qu'elles sont d'ordre psychologique plutôt que physiologique, et que c'est vraisemblablement la volonté des familles d'avoir peu d'enfants, qui est la cause principale de cet état démographique » (1). — « Ce que tout le monde pense tout bas, dit M. Richet, il faut oser le dire tout haut ; si la fécondité des mariages a tant diminué, ce n'est pas une stérilité naturelle qui en est la cause ; c'est une stérilité voulue. Les parents prévoyants limitent le nombre de leurs enfants... A quoi bon, disent les pauvres, mettre au jour huit enfants qui seront tous les huit misérables ? Quant aux riches, moins excusables encore, ils tiennent un langage analogue, estimant que leurs enfants seraient trop malheureux s'il fallait diviser en cinq ou six parties l'héritage paternel... Le petit nombre des naissances est le résultat d'une volonté bien arrêtée » (2). Et M. Cheysson appelle les « réfractaires du service paternel », ceux

(1) *Revue politique*, La dépopulation en France, octobre 1897.

(2) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juin 1882.

que M. de Folleville avait déjà nommés « les grévistes de la procréation ».

Mais pourquoi donc la France veut-elle être inféconde, et quelles conditions sociales ont déterminé cette volonté ? Il ne faut pas se le dissimuler, c'est la civilisation qui doit porter la plus grande part de responsabilité dans l'état de choses actuel. — « Aux âges primitifs, écrit M. Gonnard (1), l'homme a peu de besoins, peu de désirs, peu de plaisirs. Parmi ceux-ci le plaisir sexuel apparaît comme le plus important, celui auquel on sacrifie volontiers les autres, celui pour lequel on travaille et l'on combat. Procréer n'est pas une opération coûteuse, c'est une opération productive, au sens économique du mot. A mesure que la civilisation progresse, la situation change. La valeur absolue du plaisir sexuel diminue ; d'autres plaisirs de plus en plus variés font contre-poids ; il faut sacrifier partiellement les uns aux autres. Enfin, la procréation devient une charge au lieu d'être un avantage ».

C'est la dernière phrase de cette citation qui, croyons-nous, nous donne le vrai motif de la dépopulation, celui qui domine tous les autres. Jadis, les enfants restaient groupés autour du père, et, au bout de quelques années, devenaient pour lui de précieux

(1) Thèse, Gonnard, Lyon, 1898.

auxiliaires ; il les associait à son travail, et en tirait profit, tout en leur inculquant les notions qui, plus tard, devaient leur permettre de lui succéder ou d'aller gagner leur vie au dehors ; ils épargnaient ainsi au chef de famille d'avoir recours à la main-d'œuvre étrangère, et par là-même fournissaient à la famille des ressources plus que suffisantes pour équilibrer les charges qu'ils lui faisaient supporter. Aujourd'hui il en est autrement ; l'enfant, le plus souvent, n'est plus qu'une source de dépenses pour les parents ; ceux-ci, poussés par une ambition, bien excusable et bien humaine il faut l'avouer, rêvent de voir leurs enfants atteindre un échelon plus élevé dans la société ; ils se privent pour leur faire donner l'éducation et l'instruction nécessaires, et ceux-ci, une fois en état de gagner leur vie, prennent leur vol au dehors, sans songer à acquitter les dettes qu'ils ont contractées vis-à-vis du foyer familial.

Il est vrai que le raisonnement qui précède paraît devoir s'appliquer à toute nation civilisée, et l'on se demande alors pourquoi le mal sévit en France avec plus d'intensité que partout ailleurs.

C'est que, chez nous, un nombre malheureusement trop grand de lois et de coutumes viennent joindre leurs efforts à ceux de la civilisation, alors que les effets de celle-ci se voient contrecarrés par ces mêmes éléments dans les pays étrangers. C'est ainsi que l'on

a incriminé l'article 340 du code civil qui interdit la recherche de la paternité ; le service militaire obligatoire ; les difficultés des formes du mariage, le régime successoral, etc., etc. D'ailleurs, il faut reconnaître que le taux de la natalité dépend de causes si diverses que l'influence exercée par la prohibition de l'article 340 du code civil est assez difficile à mettre en lumière ; en tout cas elle doit être fort minime ; elle a néanmoins pour résultat de multiplier les infanticides et les avortements, beaucoup de filles-mères désespérant d'élever leur enfant avec leurs seules ressources. Pour ce qui est du service militaire obligatoire aussi rigoureusement organisé qu'il l'est en France, il retarde l'époque du mariage, et facilite la corruption des jeunes gens qui, séduits par les plaisirs des villes, hésitent, après leur libération, à retourner au champ natal. La nouvelle loi militaire a apporté une réelle amélioration à ce sujet à la loi de 1889, en réduisant la durée du service à deux années. Quant aux formalités qui entourent le mariage dans notre pays, elles semblent faites, il est vrai, pour éloigner les indécis ; combien d'unions illégitimes auraient en effet été régularisées, dans les milieux ouvriers surtout, si, suivant l'expression consacrée, il n'avait pas fallu « faire venir les papiers » : actes de naissance, certificats de domicile, actes de consentement des parents : leur acte de décès s'ils sont

décédés, etc. Un progrès sérieux a déjà été réalisé par la loi du 21 juin 1907 qui n'exige plus qu'un mois de domicile ou de résidence dans le lieu où doit être célébré le mariage, et qui remplace les anciens actes respectueux par une notification unique du projet de mariage aux parents.

Quant à notre régime successoral, il a été le point de mire, la cible de presque tous les auteurs qui ont traité la question qui nous intéresse ; aussi de toutes les institutions contenues dans notre législation positive, dans notre code civil, ce sont celles ayant trait à ce régime des successions que nous voudrions étudier spécialement ici dans leurs rapports avec la natalité, pour en faire ressortir tout ce qu'elles contiennent de nuisible à l'accroissement de la population, et pour déterminer quelles modifications elles devraient subir en vue du but que nous poursuivons : l'augmentation de la natalité française.

Nous y ajouterons une étude sur la création d'un bien de famille insaisissable, cette institution nous paraissant susceptible, ainsi que nous nous efforçons de le démontrer, d'une combinaison heureuse avec les réformes que nous proposerons en matière successorale.

Si nous ne parlons pas des remèdes économiques, politiques, moraux et autres qui peuvent tendre au même résultat, ce n'est pas que nous en méconnais-

sions l'efficacité ; nous sommes même intimement persuadé que, seul, l'alliage et le concours de tous ces éléments pourra arriver à enrayer d'une manière efficace et sensible la crise de la dépopulation ; mais la nature de notre travail nous met dans la nécessité de nous limiter, et c'est la raison pour laquelle nous ne traiterons, en deux parties successives, que des réformes successorales d'abord, et de la création d'un bien de famille insaisissable ensuite.

PREMIERE PARTIE

Réforme du régime successoral.

De la liberté testamentaire.

De toute notre législation positive, la partie qui a été le plus vivement attaquée comme cause de la dépopulation, est, sans contredit, celle qui organise notre régime successoral ; et les reproches les plus nombreux qu'on lui adresse sont dirigés contre l'institution de la réserve et contre le régime du partage forcé qu'a consacrés notre code civil.

Ce sont ces différents griefs qu'il nous faudra examiner, en nous demandant lesquels d'entre eux sont justifiés, et dans quelle mesure nous devons y faire droit pour relever la natalité en France.

Quand on recherche de quelle façon doit être transmis un patrimoine à la mort de son propriétaire, on trouve trois théories en présence :

La première veut qu'aucune initiative ne soit laissée au défunt ; tous ses biens seront transmis après

sa mort d'après les règles édictées par la loi, sans qu'il puisse y apporter aucune modification.

La deuxième, prenant exactement le contre-pied de la précédente, veut que la loi laisse toute liberté au testateur pour transmettre son patrimoine de telle façon et à telles personnes qu'il lui plaira, sans que nulle entrave d'aucune sorte, ne soit apportée à sa volonté.

Enfin la troisième théorie adopte une thèse moyenne, en attribuant la transmission de biens partie à la loi, partie à la volonté du testateur.

Nous allons voir, dans trois chapitres différents, ce que chacune de ces conceptions vaut, et quelle peut être leur répercussion sur le mouvement de la population.

CHAPITRE PREMIER

Absence de liberté testamentaire.

Ce premier système, qui se présente à notre étude, est celui qui interdit l'usage du testament ; tous les biens du défunt sont dévolus suivant les prescriptions de la loi, contre lesquelles la volonté du *de cuius* sera tout à fait impuissante.

Ce système a été pratiqué chez les anciens Hébreux où le chef de famille n'avait qu'une liberté toute relative et presque nulle, car dans les idées religieuses hébraïques la terre appartenait à Dieu et non à l'homme. Plus tard, du temps de Moïse, nous retrouvons les mêmes idées, mais parce qu'à cette époque la propriété du sol appartient plus à la tribu qu'à la famille et plus encore à celle-ci qu'à son chef (1).

A Athènes, la propriété n'est entre les mains du citoyen qu'un dépôt dont le domaine éminent appar-

(1) Boissonnade, *Histoire de la réserve héréditaire*, Paris, 1873, l. I, ch. I, sect. II, n° 14.

tient à la famille, à l'unité religieuse ; d'où l'interdiction de tester (1).

Mais ces exemples historiques, pris tous dans des pays où existe la propriété collective, ne sauraient être d'un grand poids pour nous qui vivons sous le régime de la propriété individuelle.

Dans leurs discussions théoriques, les partisans de ce régime de non liberté disent que le législateur abuse de son autorité quand il prête aveuglément son concours au testateur pour s'affranchir des devoirs que la nature lui impose. « La législation testamentaire est une conception à part, qui sort de la sphère juridique, avance M. de Cornulier-Lucinière. Toute notre législation repose sur ce principe, avoué ou non, que la propriété vient de la possession et qu'elle se transmet par la tradition réelle. La succession naturelle est une conséquence de la possession collective dont était investi l'héritier du sang, du vivant même du défunt, de la copropriété familiale. La succession testamentaire ne repose sur rien de semblable ; elle ne peut invoquer ni la copropriété antérieure, ni la tradition effective ; sa base est entièrement imaginaire » (2).

La puissance testamentaire, toujours d'après ces

(1) Albert, thèse, Poitiers, 1895, p. 20 et suiv.

(2) E. de Cornulier-Lucinière, *Etude sur le droit de tester*, vol. I, p. 434.

mêmes auteurs, va au-delà des facultés civiles ; l'héritier aurait comme une copropriété latente dans la succession, du vivant même du possesseur apparent. « Ce droit passif, mais préexistant, ne fait que se dégager, devenir actif par la mort du propriétaire officiel. Il en est de ce droit en germe comme du fœtus co-existant avec la mère durant la gestation. Il n'est pas seulement *viscerum matris*, comme l'ont prétendu quelques anciens ; il constitue déjà une personne distincte, pourvue de droits particuliers que la mère est tenue de respecter ; il vit avant que de naître. L'héritier ne surgit pas non plus tout à coup du néant ; il a possédé avant que d'avoir l'usage de la propriété. La parturition du propriétaire se fait à sa mort ; c'est alors que le droit de l'héritier se manifeste extérieurement, qu'il devient indépendant.

« Le testament rompt brusquement l'œuvre de la nature ; il détermine l'avortement de l'hérédité. Or, la mère, quelque droit qu'elle semble avoir sur le fœtus qui n'est encore qu'une partie d'elle-même, n'en est pas moins coupable si elle attente à la vie de son enfant avant qu'il ait vu le jour. Le testament est au vol ce que l'avortement est à l'homicide » (1).

Nous ne ferons pas ressortir ici ce que cette thèse, ainsi présentée, a de paradoxal. Au cours du chapitre

(1) E. de Cornulier-Lucinière, *op. cit.*, p. 559 et suiv.

suivant nous aurons l'occasion d'en montrer l'exagération.

Pour Troplong, la volonté du père, impuissante à communiquer l'héritage moral en dehors de sa postérité, doit être également incapable d'y transporter l'héritage matériel. « Le patrimoine spirituel du chef de famille, écrit-il, celui qui est composé du nom, des vertus, de l'honneur, de la considération, des relations de parenté, n'est-il pas dévolu aux enfants de plein droit ? Et si, au lieu de ces trésors de gloire et d'honneur, le père laisse un nom odieux, ses enfants ne sont-ils pas là pour recueillir l'ignominie, pour boire la coupe des humiliations ? Les enfants continuent donc la personne paternelle ; le patrimoine moral se fixe sur eux indivisible, parce que telle est sa nature. Pourquoi le patrimoine matériel serait-il inégalement réparti ? C'est le concours réciproque des enfants qui seul est la cause de la division ». — Nous avouons ne pas saisir très bien la portée de l'argument ; Troplong compare deux choses absolument différentes par leur nature : l'une toute abstraite et toute de sentiment, l'autre au contraire positive et réelle ; il vient nous affirmer, sans raison apparente à l'appui, qu'elles doivent suivre toutes deux les mêmes règles. Mais pourquoi ? Rien ne nous le fait deviner.

Cette opinion du partage égal fut celle en faveur à

l'époque révolutionnaire. A la séance de l'Assemblée Constituante du 2 avril 1791, qui fut l'une des plus solennelles de cette époque et à cause de la grandeur des intérêts qu'on y débattait, et à cause de l'événement qui la signala : la nouvelle de la mort de Mirabeau, l'évêque d'Autun, de Talleyrand-Périgord monta à la tribune pour y lire le discours de celui dont on venait d'apprendre la fin, et dans lequel l'institution testamentaire était combattue avec la ténacité mordante qui caractérise son auteur. « Quand la mort vient à nous frapper de destruction, disait Mirabeau, comment les rapports attachés à notre existence pourraient-ils encore nous survivre ? Le supposer c'est une illusion véritable ; c'est transmettre au néant les qualités de l'être réel » (1).

Puis il établissait longuement que le partage de la propriété du sol, loin d'être une conséquence du droit naturel, ne saurait être regardé que comme une création de la société. C'est elle qui garantit à ses membres les biens qu'ils détiennent, mais faut-il conclure de là qu'elle doive leur permettre d'en disposer pour le temps où ils ne seront plus ? « Non, répondait Mirabeau, il me semble qu'il n'y a pas moins de différence entre le droit qu'a tout homme de disposer de sa fortune pendant sa vie et celui d'en disposer après

(1) *Archives parlementaires*, Maridal et Laurent, 1^{re} série, t. XXIV, p. 511.

sa mort, qu'il n'y en a entre la vie et la mort même » (1).

Mirabeau envisageait ensuite, d'un œil optimiste, les conséquences que pourrait amener l'établissement de l'égalité dans les partages. « Ce serait une résolution juste en elle-même, conforme à la nature des choses, et salulaire dans ses effets ; ce serait une résolution également sollicitée et par l'intérêt social et par l'intérêt domestique que celle qui supprimerait dans les familles toute disposition testamentaire dont l'objet serait d'y créer une trop grande inégalité dans les partages » (2).

Et Mirabeau développe ces idées en citant l'exemple de la Grèce ancienne, puis celle de Solon où « ce législateur célèbre, en réformant sur ce point la loi générale des Athéniens, en admettant le droit de tester, excepte néanmoins de ce droit les chefs de famille ». Enfin, pour Mirabeau « l'égalité du partage des biens domestiques était liée avec les moyens d'encourager les mariages, d'accroître la population, d'augmenter le nombre des propriétés foncières », et il concluait en demandant que la quotité dont les chefs de famille pourraient disposer par testament ne soit pas supérieure au dixième de leurs biens.

Robespierre succéda à l'évêque d'Autun à la tri-

(1) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXIV, p. 509.

(2) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXIV, p. 510.

bune, et appuya les conclusions de Mirabeau, en critiquant la liberté testamentaire surtout pour ce fait qu'à son époque, pour soutenir l'éclat d'un nom, les parents n'hésitaient pas à sacrifier la plupart de leurs enfants pour avantager un seul d'entre eux.

Cazalès répondit à ces orateurs à la séance du 5 avril suivant (1) ; il s'efforça de démontrer que la liberté testamentaire était liée à l'amour de la propriété et par suite à l'amour de la patrie, et combien il serait désastreux de la supprimer.

En effet, si par une conséquence de l'égalité forcée et continue des partages dans les successions, les héritages se morcellent indéfiniment, se volatilisent, si, à chaque génération, il faut vendre, cette division et cette mobilité perpétuelles diminueront l'affection qu'éprouvent naturellement les hommes pour la terre. Partant de là, Cazalès prédisait que la suppression de la liberté de tester risquait d'arrêter l'essor de la population, et que peut-être cette part égale qu'on serait obligé d'attribuer aux puînés les empêcherait de venir au monde. C'est le père, guidé par la tendre affection qu'il porte à ses enfants, c'est le propriétaire initié aux besoins de son exploitation qui seul est capable d'apprécier ce qu'exigent les in-

(1) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXIV, p. 570 et suiv.

térêts si variés de sa famille et de son domaine. Dès lors, n'est-il pas nécessaire qu'il soit libre d'y pourvoir en dérogeant, s'il le juge convenable, à la règle trop absolue de l'égalité, et en disposant comme il l'entend d'une portion suffisante de ses biens ? Cazalès prévoyait que certains parents, plus soucieux de leur domaine que de l'accroissement de leur postérité, limiteraient le nombre de leurs enfants, pour éviter la dispersion de leurs biens ; et les événements lui ont donné raison.

Deux ans après cette discussion mémorable, la Convention nationale abolissait la liberté testamentaire en décrétant dans sa séance du 7 mars 1793 : « La faculté de disposer de ses biens, soit à cause de mort, soit entre vifs, soit par donation contractuelle, en ligne directe est abolie. En conséquence, les descendants ont un droit égal sur les biens de leurs ascendants ».

Les effets produits par cette mesure radicale furent presque immédiats ; de tous les points du pays affluèrent les plaintes et les récriminations les plus vives, lesquelles montrèrent clairement combien Cazalès avait vu juste lorsqu'il s'était efforcé de dissuader la Constituante d'adopter le projet de Mirabeau sur l'égalité du partage.

Nous ne devons donc nullement souhaiter voir re-

venir les idées de l'époque révolutionnaire sur ce point, mais bien au contraire diriger nos efforts vers la liberté testamentaire qui, partant du principe inverse, semble devoir, à première vue du moins, favoriser l'accroissement de la population.

CHAPITRE II

De la liberté testamentaire absolue.

La liberté testamentaire absolue, c'est la faculté pour un propriétaire de transmettre ses biens, après sa mort, à telles personnes qu'il lui plaira, sans qu'aucune contrainte légale ne vienne l'obliger à en réserver une partie, aussi faible soit-elle, au profit d'une certaine catégorie de personnes, généralement ses parents les plus proches.

Certains auteurs voudraient en revenir à cette liberté absolue telle qu'elle existait aux temps primitifs de Rome, où rien ne venait entraver la volonté omnipotente du *paterfamilias*, maître absolu de la famille et de ses biens.

Emettant une opinion diamétralement opposée à celle de de Cornulier-Lucinière, pour qui la puissance testamentaire va au-delà des facultés civiles, Boissonnade écrit : « Si le testament est fait pour l'époque de la mort, il n'en est pas moins l'œuvre d'un vivant, auquel la loi et la nature ne peuvent de-

mander que la capacité ordinaire de disposer, c'est-à-dire la volonté libre et éclairée. La mort n'est pas pour le testateur la cause et le principe de sa disposition, elle n'en est qu'un terme particulier qui en retarde l'exécution, une condition. Dans les trois modes de libéralités : donation entre vifs, donation à cause de mort ou donation testamentaire, l'homme ne dispose jamais que de son vivant, au moment où il a la plénitude de ses facultés ; le droit naturel suffit donc à les justifier. Qu'importe qu'il donne à sa libéralité un effet immédiat de son vivant, ou bien qu'il en suspende l'effet jusqu'à son décès ? c'est toujours l'exercice légitime et naturel du droit de propriété » (1).

Et Demolombe vient encore mettre en lumière avec plus d'énergie, et sous la forme d'une véritable profession de foi, cette idée que le testament est une conséquence directe et inévitable du droit de propriété, dans le passage suivant : « Nous déclarons, suivant nous, que l'origine du testament est intimement et inséparablement liée à l'origine de la propriété elle-même, et que la faculté de disposer de son bien à titre gratuit soit entre vifs, soit par testament, nous paraît être l'un des éléments tellement directs du droit de propriété qu'on ne saurait nier cet effet sans

(1) Boissonnade, dans de Cornulier-Lucinière, *op. cit.*, vol. I, p. 314.

nier nécessairement aussi la cause elle-même d'où il dérive.

« La propriété ne serait pas du tout si elle n'était pas perpétuelle. Or, qu'est-ce que cette perpétuité, sinon le droit de transmettre à d'autres après nous la chose qui nous appartient ? Il est évident en effet que la propriété ne serait pas perpétuelle si elle n'était pas transmissible.

« La transmission héréditaire n'est donc pas seulement une conséquence du droit de propriété ; elle en est une condition essentielle, sans laquelle la propriété ne pourrait pas remplir les vues de la Providence, qui en a fait le moyen de conservation des familles et le fondement de la société humaine » (1).

Pour ces auteurs le testament est donc de droit naturel et il ne doit pas y avoir de différences entre la faculté de disposer entre vifs et celle de disposer à cause de mort ; d'ailleurs, ils estiment, comme Demolombe vient de nous le laisser voir dans sa conclusion, que la liberté testamentaire serait un moyen très efficace pour favoriser l'essor de la population ; et à l'appui de leurs affirmations ils invoquent les exemples historiques qui, d'après eux, viennent nous montrer la liberté de tester liée à la fécondité des mariages.

(1) Demolombe, *Traité des donations entre vifs et des testaments*, 4^e édit., Paris, 1872, t. I, n^o 4.

Sans remonter au Droit romain où nous voyons peu à peu et par étapes successives la liberté testamentaire absolue faire face à l'institution d'une réserve, et le chiffre des naissances baisser parallèlement, si nous jetons un coup d'œil sur notre ancienne France, nous voyons immédiatement l'existence d'une corrélation étroite entre la liberté testamentaire et le taux des naissances.

Prenons quatre provinces des plus favorisées au point de vue de la liberté de tester : les Trois Evêchés (on a désigné sous ce nom, du XVI^e au XVIII^e siècle, les trois diocèses de Metz, Toul et Verdun), la Lorraine, la Franche-Comté et l'Alsace. Elles admettaient soit la liberté testamentaire dans les limites fixées par la loi romaine, soit l'exclusion, dans les partages successoraux, des filles ou des enfants convaincus d'ingratitude. M. Alfred des Cilleuls, dans une très intéressante communication faite à la société d'Economie sociale (1), nous dit que, pour elles, le nombre des naissances légitimes, pour cent mariages, de l'année 1781 à l'année 1784, était respectivement de 509, 490, 474 et 466, ce qui nous donne une moyenne de plus de 484 naissances pour cent ménages.

Prenons, au contraire, quatre des circonscriptions

(1) *La réforme sociale*, septembre 1899.

provinciales rentrant dans le cadre des ressorts à coutumes, restrictions du droit de disposer : la Normandie, la Touraine, l'Anjou et Maine, et l'Aunis et Saintonge, plusieurs d'entre elles défendaient d'avantager un héritier, et prohibaient l'institution d'héritier, l'exhérédation, etc. Eh bien, ce sont celles pourvues des coefficients de fécondité les plus faibles, et pour elles le nombre des naissances légitimes pour cent mariages, pendant la même période, de 1781 à 1784, est respectivement de 380, 378, 377 et 350, ce qui nous donne une moyenne de moins de 369 naissances par cent ménages, moyenne inférieure de 116 unités à celle des quatre premières provinces.

Nous avons vu précédemment quel avait été au point de vue qui nous occupe, le résultat de la législation révolutionnaire, réagissant violemment contre la liberté testamentaire de l'ancien régime, liberté qui du reste résultait surtout de l'échec apporté aux institutions de la réserve et de la légitime par la pratique des renonciations à succession future, et par la généralisation de la théorie de l'exhérédation : un ralentissement indéniable dans le peuplement.

Et il ne faut pas voir là une simple coïncidence, mais bien un rapport de cause à effet ; cela est si vrai que les pays où la loi n'impose pas le partage forcé, sont en général ceux où l'accroissement est le plus rapide. La comparaison de la France et du Ca-

nada offre à ce sujet un résultat significatif : dans le premier pays la population reste sensiblement stationnaire ; dans le deuxième où la race est physiquement la même, mais où existe la liberté de tester, elle double en vingt-cinq ans.

En Russie le code distingue entre les biens patrimoniaux et les acquêts. Les premiers sont réservés aux enfants, il est vrai, mais le père peut en disposer entre eux à peu près comme il l'entend et dans telles proportions qu'il lui plaît ; quant aux acquêts, meubles ou immeubles, ils peuvent être légués librement, soit en usufruit, soit en propriété (1). Or, c'est en Russie que le taux de la natalité se maintient à l'un des rangs les plus élevés dans l'échelle de la natalité européenne ; alors que le coefficient de la natalité est de 25,2 pour 1.000 habitants en France, en Russie il est de 48,4 pour le même nombre d'habitants.

L'exemple de l'Angleterre a été aussi souvent cité. La loi reconnaît à l'héritier, même le plus proche en degré, aucun droit analogue à ce qu'on appelle réserve ou légitime (2). « Grâce à la liberté de tester, disait en 1867 le commodore Lynch, les familles anglaises se fondent sur des bases solides, et la disper-

(1) Lehr, *Eléments de droit civil russe*, Paris, 1880, livre III, section V, chap. III, I, t. II, n° 635, p. 41.

(2) Lehr, *Eléments de droit civil anglais*, Paris, 1885, section II, chap. I, n° 275, 2°, p. 690.

sion des cadets qui en résulte est la véritable source de la grandeur et de l'influence de l'Angleterre » (1).

La liberté testamentaire se présente donc comme une cause de fécondité; faut-il alors, prenant le principe à la lettre, souhaiter qu'on l'établisse en France, sans aucune restriction? Certes non, et sur ce point l'unanimité des auteurs est à peu près complète; les habitudes et les sentiments égalitaires de la nation s'opposent à l'établissement en France de cette liberté absolue, derrière laquelle se cacherait le droit d'aînesse et la main-morte. Du reste, ce serait là « une arme à deux tranchants » comme l'a fait justement remarquer M. Glasson. « La liberté testamentaire, dit-il (2), fournirait sans doute au père de famille la sanction la plus énergique de son autorité, et lui donnerait le moyen de concentrer les biens dans les mains de celui de ses enfants qui lui paraît le plus apte à le remplacer. Mais on oublie aussi trop souvent que la liberté de tester peut aussi se retourner contre la famille et permettre à un père, poussé par une passion aveugle, notamment à la suite d'un second mariage, d'enlever tous ses biens à ses enfants et de réduire ainsi sa famille à la misère. Il ne faut pas que la liberté de tester puisse nuire injustement

(1) *Bulletin de la société d'économie sociale*, t. II, 1867, p. 476.

(2) *La réforme sociale et le centenaire de la Révolution*, p. 270 et suiv.

aux enfants continuateurs de la famille. Or, il pourrait bien arriver qu'un père en usât contre eux dans certaines circonstances ; dans les autres, il est très probable au contraire qu'il accepterait la succession *ab intestat* ; la liberté absolue de tester serait ainsi ou dangereuse ou inutile. Qu'on ne cite pas en faveur de la liberté de tester l'exemple de l'Angleterre. Qui-conque connaît l'organisation de la famille anglaise sait que les biens s'y transmettent au moyen d'un système très compliqué de substitutions plutôt que par l'effet du testament. »

Indépendamment de ces raisons pratiques pour lesquelles nous repoussons la liberté absolue de tester, il y a la grosse question de savoir si les enfants n'ont pas un droit formel à une part de l'héritage. Le cadre de notre travail ne nous permet guère d'entrer dans cette grosse discussion ; il nous suffira de dire que Montesquieu ne nous paraît pas avoir vu l'obligation naturelle des parents dans toute son étendue quand il a dit : « La loi naturelle ordonne aux pères de nourrir leurs enfants, elle ne leur ordonne pas de les faire héritiers ». Pour nous, le droit naturel ordonne encore aux parents de procurer à leurs enfants, dans la mesure de leurs ressources, les moyens de subvenir à leurs besoins, et de se maintenir, autant que possible, au niveau de la condition sociale dans laquelle ils ont été appelés à la vie. Si cette

obligation naturelle n'est pas déterminée par la loi, on peut s'attendre à chaque succession à des querelles et à des procès ; les enfants qui se trouveront lésés, ne manqueront jamais de prétendre que leurs parents n'ont pas rempli leurs obligations à leur égard. A ce point de vue là encore, la réserve apparaît comme indispensable.

D'ailleurs, au point de vue juridique, la réserve repose sur une base, ou plus exactement sur une triple base très rationnelle (1).

C'est d'abord l'obligation de la dette alimentaire, proclamée par l'article 203 du code civil. Si l'on admet, en effet, que c'est un devoir pour le père, durant sa vie, de subvenir aux besoins de ses enfants, on ne voit guère la raison plausible pour laquelle cette obligation cesserait par le seul fait de sa mort.

C'est ensuite une sorte de *fidéicommiss* tacite entre les diverses générations d'une même famille. Notre loi a supprimé la vieille distinction coutumière entre les propres et les acquêts ; mais elle ne doit pas pour cela nuire à la famille ; aujourd'hui comme autrefois « le principe, le noyau, pour ainsi dire, des fortunes individuelles, écrit Boissonnade, nous vient de nos pères ; nos parents nous ont laissé leurs biens non pour nous seuls, mais aussi pour les descendants

(1) Boissonnade, *Histoire de la réserve héréditaire*, p. 530 et suiv.

qu'ils auront de nous. Le possesseur actuel est comme un dépositaire ou un mandataire ».

C'est enfin et surtout l'idée de la copropriété familiale. Le patrimoine n'appartient pas d'une façon absolue et exclusive au chef de la famille; celui-ci a, pendant sa vie, associé ses enfants à la plus intime communauté d'existence; il leur a par là-même donné un droit à ne pas déchoir entièrement de leur manière de vivre après sa mort; il y a là « une sorte de possession d'état » à laquelle la loi doit faire une part. Qu'on ne dise pas que cette idée de copropriété entraîne pour les enfants un droit d'intervention et d'ingérence, car la société familiale a un chef qui, tant qu'il vit, a un pouvoir illimité de disposer. Cette base est la plus solide qu'on puisse donner à la réserve, et tandis que l'idée du *fidéicommiss* tacite ne s'applique directement qu'aux biens transmis par les ancêtres, la copropriété justifie la réserve sur les biens acquis par le père lui-même.

Les adversaires mêmes de la liberté testamentaire n'ont pas été sans comprendre le bien-fondé de ces principes. L'un d'eux, Domat, écrivait : « La succession en ligne directe est une suite de la liaison si étroite des parents et des enfants, et des devoirs mutuels que Dieu forme entre eux. Un des principaux effets de cette liaison et de ces devoirs, est l'usage réciproque que la nature donne aux enfants des biens de

leurs parents, et et aux parents de ceux de leurs enfants, en les leur rendant communs » (1).

De même le tribunal de Paris, dans ses observations sur le projet de code civil, émettait cette opinion que le père « doit des aliments à ses enfants qui d'ailleurs sont destinés à prendre sa place dans la société et à continuer la chaîne des générations : à ce titre il leur faut un patrimoine et, comme dit la loi, la succession du père leur appartient » (2).

Treilhard explique le droit de succession réciproque entre enfants et ascendants par « une sorte de communauté des biens que la nature a établie entre eux ; de sorte que la succession n'est pour ainsi dire qu'une jouissance continuée » (3).

M. Boistel aussi s'est montré partisan de cette idée de copropriété familiale (4).

Puisque, d'une part, la liberté testamentaire est l'un des éléments de la fécondité d'un pays, et que, d'autre part, on ne saurait l'admettre absolue, il faut donc en revenir à la liberté mitigée.

Mais c'est précisément là le principe adopté par le code civil. De là à conclure que notre système successoral actuel doit être maintenu il n'y a qu'un pas,

(1) Domat, *Loix civiles*, 2^e partie, *Successions*, préf., § 14.

(2) Fenet, *Travaux préparatoires du code civil*, t. V, p. 256.

(3) Fenet, *op. cit.*, t. XII, p. 138.

(4) Boistel, *Cours de droit naturel*, p. 416 et suiv.

et c'est l'opinion de quelques auteurs ; cependant beaucoup d'autres, et leur nombre devient chaque jour plus grand, ne se sont pas arrêtés là ; et en partant du même principe que le code civil, ils n'ont pas ménagé leurs critiques à ce dernier. Parmi eux et à leur tête se trouve Le Play, dont nous sommes amené à examiner les idées sur le sujet que nous étudions.

CHAPITRE III

De la liberté testamentaire mitigée.

SECTION PREMIERE. -- Système de Le Play.

Le Play qui, au cours du siècle dernier, fut un des champions de la liberté de tester, distingue trois sortes de régimes familiaux.

En premier lieu, c'est la « famille patriarcale », où tous les fils se marient et s'établissent au foyer paternel.

En second lieu, c'est la « famille instable », où les enfants quittent séparément la maison paternelle, dès qu'ils peuvent se suffire à eux-mêmes.

Et en troisième lieu, c'est la « famille souche », où l'un des enfants vit en communauté avec les parents et perpétue la tradition des ancêtres, tandis que les frères et sœurs vont s'établir au dehors.

Toutes les préférences de Le Play, nous le disons tout de suite, vont à ce troisième régime, lequel offre, selon lui, un excellent moyen terme entre la famille

instable qui disperse tous ses enfants au dehors, et la famille patriarcale qui les retient tous au foyer paternel, même après leur mariage.

L'observation, qui est le grand moyen d'étude pour Le Play, lui a révélé que la famille souche était éminemment stable et féconde. L'histoire de la famille Mélouga, qu'il nous décrit tout au long dans l'*Organisation de la famille* (1), met nettement en lumière ce principe ; l'histoire d'ailleurs, vient corroborer son observation. Est-ce qu'à Rome, tant que l'autorité du père de famille s'est maintenue forte, le nombre des citoyens n'a pas cessé d'augmenter sans arrêt, alors que du jour où cette autorité a été atténuée, la natalité a diminué au point de devenir un péril pour l'Etat, en dépit des lois caducaires qui ne peuvent réussir à enrayer le mal ?

Du reste ce résultat lui semble très logique ; quand le père sait que chaque enfant qu'il procrée restera toujours un soutien du foyer familial, qu'il en viendra augmenter la puissance, et que les aînés l'aideront à élever les plus jeunes, il doit être porté à augmenter le nombre de ses descendants.

De plus, le principe de la famille souche étant, d'après Le Play un groupement sur un grand domaine ou dans un atelier commun, le chef de famille

(1) Le Play, *L'organisation de la famille*, 3^e édit., p. 99.

trouvera dans une nombreuse progéniture la main-d'œuvre et les collaborations nécessaires à son entreprise.

Le corollaire indispensable de cette institution de la famille souche, sur laquelle Le Play fait reposer tout son édifice social, est le régime de la liberté testamentaire. Le testament du père est la loi suprême de la famille pendant le cours de chaque génération, nous dit-il dans son *Organisation de la famille* (p. 30); et Le Play classe parmi les régimes de liberté testamentaire tous ceux où le testateur, ayant au moins six héritiers immédiats, jouit de la libre disposition de la moitié au moins de son patrimoine.

Le père de famille choisira parmi ses enfants le plus digne de continuer son œuvre et de conserver le foyer, et il en fera « l'héritier ». C'est le nom que lui donne Le Play dans ses œuvres.

« L'héritier », c'est l'associé, du vivant du père, à la direction de l'entreprise, et à la mort de ce dernier il reçoit la plus grande part du patrimoine ; c'est lui qui sera chargé de perpétuer la famille et d'assurer sa prospérité en s'efforçant d'établir ses frères et sœurs; il les munira d'un pécule grâce auquel ils pourront, selon leur goût, embrasser les carrières libérales, créer des entreprises, fonder de nouvelles familles aux colonies, etc...

La liberté testamentaire, nécessaire à l'institution

de l' « héritier », entraînera forcément la fécondité des unions ; le père, ayant la certitude de voir continuer son œuvre après sa mort, travaillera activement à la prospérité de son entreprise, et s'entourera, « si Dieu bénit sa couche », selon l'expression de Le Play, d'une nombreuse progéniture.

Cette idée du groupement de la famille sur un grand domaine ou dans un atelier commun amène Le Play à partir en guerre contre le régime du partage forcé caractérisé, pour lui, par une quotité disponible inférieure à la moitié des biens de la succession. Il s'efforce de nous démontrer combien la petite et la moyenne propriété ont souffert du système du partage égal institué par le code civil. Le résultat de ce régime a été le morcellement de la propriété ; or, le propriétaire d'un lopin de terre ne peut y trouver des ressources suffisantes pour entretenir une nombreuse famille, et il se voit obligé d'alléger ses charges en restreignant le nombre de ses enfants.

Pour les industriels et les commerçants le mal n'a pas été moins grand. Le père qui a consacré tous ses efforts à la prospérité d'une entreprise, désirera avant tout assurer la continuation de son œuvre après sa mort ; pour cela il lui faudrait la possibilité de désigner parmi ses héritiers, celui qu'il juge le plus digne, le plus capable de lui succéder à la direction de l'entreprise ; or, avec le régime actuel de notre code

civil, les autres enfants pourront exiger le partage ou la licitation, d'où découlera souvent la ruine de la maison. Quelle attitude sera alors tenté de prendre le chef de l'entreprise ? Limiter le nombre de ses enfants.

Pour une autre classe de la société très répandue en France, celle des petits rentiers, les inconvénients du partage forcé ne sont pas moindres. Ce sont même eux, qui, de toute la population, voient les effets du partage égal avec le plus de terreur. Le plus souvent, ce n'est qu'à force d'incessants labeurs, d'économies et de privations qu'ils sont arrivés à acquérir une modeste aisance leur permettant de se retirer dans un coin tranquille de la province.

Quel sera donc leur but, si ce n'est d'éviter la dispersion de leur capital si péniblement amassé, et de transmettre à leurs enfants une situation meilleure que ne fut la leur au début, qui les mettra à l'abri des épreuves par lesquelles ils sont eux-mêmes passés.

Donc à tous les degrés de l'échelle sociale les propriétaires français essayent de tourner les dispositions égalitaires du code, et le meilleur moyen pour y arriver est de « faire des aînés en supprimant les cadets ». « L'ancien régime, dit Viel-Castel, faisait des fils aînés, le régime actuel fait des fils uniques ».

Après avoir démontré l'influence néfaste du partage forcé, Le Play est amené à se demander si le

père de famille peut tester en toute liberté sans être gêné par aucune restriction, ou s'il doit laisser une légitime à ses enfants, et Le Play semble incliner fortement vers la liberté absolue, mais en y apportant cependant certains tempéraments indirects.

Il voudrait d'abord que l'on rétablisse le régime des substitutions à deux degrés, qu'il définit : « La permission accordée à un père de famille de donner l'usufruit de ses biens à un fils, puis à un petit-fils, et de réserver sa propriété complète à un enfant né ou à naître de ce dernier ».

Et Le Play ajoute : « Ainsi le fondateur d'une fortune gardera jusqu'au terme de sa vie son ardeur pour le travail, même en présence d'enfants dissipateurs, si on ne lui interdit pas de conjurer les effets de leur imprévoyance ou de leurs vices.

D'un autre côté, l'usufruit, quels qu'en soient les défauts, sera toujours moins fâcheux que la nue propriété, pendant le passage obligé du bien familial entre les mains d'une génération vicieuse ou incapable » (1).

Le Play voudrait en second lieu compléter la liberté testamentaire par l'institution d'une « coutume *ab intestat* tendant surtout à fonder la vie privée sur le travail et la vertu », c'est-à-dire tendant à créer des

(1) Le Play, *Réforme sociale*, t. 1, p. 210.

familles souches, à la constitution desquelles est indissolublement liée la fécondité des unions, et qui obéissent à des coutumes que nous avons déjà décrites précédemment, et parmi lesquelles les principales sont : établissement et mariage de l' « héritier » au foyer domestique ; emploi des produits du travail commun à établir au dehors des enfants qui veulent fonder de nouvelles maisons, et Le Play essaye de nous prouver qu'il est en la puissance du législateur de propager, à l'aide du temps, tel régime de transmission qu'il préfère. Quant à la manière de fixer son choix sur ce régime, Le Play préconise une enquête faite surtout parmi les agriculteurs, les manufacturiers et les négociants, « plutôt que parmi les jurisconsultes du Nord », sans que l'on s'explique trop pourquoi cette méfiance vis-à-vis de toute une partie du pays dont Le Play n'hésite pas à sacrifier les aspirations sans grande raison apparente.

Nous savons ce qu'il faut penser de la liberté testamentaire absolue et nous n'insisterons pas sur ce point ; ce qu'il nous faut voir c'est si les tempéraments qu'y apporte Le Play sont acceptables. Or, en ce qui touche les substitutions, il nous semble que notre code civil s'est montré assez généreux, et nous croyons qu'il y aurait danger à étendre l'application des substitutions, contre lesquelles existent tant de motifs de les prohiber.

Rétablir les substitutions à deux degrés, ne serait-ce pas, en effet, retirer du commerce pendant un laps de temps souvent assez long, les biens substitués, et cela au grand préjudice de l'intérêt général qui exige la libre circulation des biens ? Souvent ces biens immobilisés dans des mains inhabiles ne seront-ils pas mal administrés, et partant peu productifs ? D'autre part les grevés, privés en fait des ressources que pourrait leur donner l'aliénation ou l'emprunt sur hypothèque, ne se vengeront-ils pas fréquemment par une jouissance abusive ?

En un mot, ne serait-ce pas faire réapparaître en grande partie les innombrables griefs que l'ancien régime a formulés contre les substitutions, griefs dont le poids fut assez lourd pour déterminer la Révolution à passer son niveau égalitaire sur cette institution et à l'abolir complètement ?

Quant au second tempérament proposé par Le Play, la création d'une coutume *ab intestat* destinée à fonder la vie privée sur le travail et la vertu, nous sommes tout disposé à reconnaître tous les bienfaits qu'elle apporterait avec elle ; mais nous sommes plus réservé quand nous envisageons l'efficacité des moyens que préconise Le Play pour propager cette coutume et la faire entrer dans les mœurs.

L'enquête, destinée à fournir les éléments de base de cette coutume, devra, nous semble-t-il, comprendre

des représentants des diverses régions de la France ; il s'ensuivra des opinions tout à fait différentes et souvent diamétralement opposées ; il est certain que les aspirations d'un habitant du Pas-de-Calais ou du Nord ne sont sensiblement pas les mêmes que celles d'un montagnard des Pyrénées ou du Dauphiné par exemple. La coutume qui résultera du contrat, de l'amalgame de ces opinions si diverses, ne pourra donc porter que sur des points très généraux, pour avoir des chances d'exercer quelque influence sur l'esprit de tous les gens d'un pays aussi étendu et aussi varié que la France ; c'est dans cette généralité forcée de la coutume que nous trouvons un obstacle sérieux à son efficacité. De plus, cette diversité d'aspirations n'existe pas seulement entre habitants de régions différentes, mais bien encore entre gens d'une même région, mais appartenant à des classes différentes de la société ; les idées, les désirs d'un banquier, d'un médecin, d'un avocat, d'un individu exerçant une profession dite libérale différeront certainement beaucoup de ceux d'un cultivateur par exemple.

D'ailleurs Le Play se garde bien d'entrer un peu avant dans les détails, et il ne nous indique même pas les grandes lignes du cadre dans lequel il désirerait voir rentrer sa coutume *ab intestat*, coutume, nous dit-il, « fondant la vie privée sur le travail et la vertu », mais c'est une réforme complète des mœurs

qu'il demande là en une ligne ! Il est bien certain que si l'on parvenait à ramener dans le cœur des hommes l'amour du travail, des vertus familiales du foyer domestique, le problème de la repopulation aurait fait un grand pas ; mais si Le Play nous indique une réforme à accomplir, il ne nous montre pas les moyens d'y parvenir, et nous ne pouvons pas nous dissimuler qu'il y a un peu de naïveté à espérer un aussi magnifique résultat du simple fait de l'inscription dans notre code de quelques dispositions donnant aux citoyens d'un pays la faculté de devenir travailleurs et vertueux sans que d'ailleurs aucune contrainte, aucune pression, aucune prescription précise et énergique ne vienne les déterminer à s'engager dans cette voie.

Si donc nous reconnaissons juste le principe d'où part Le Play, à savoir que la création des familles souches au moyen d'une liberté testamentaire étendue, serait capable de contribuer à ramener la fécondité des unions, nous nous refusons à accepter les moyens qu'il indique pour y parvenir, parce que les tempéraments qu'il apporte à la liberté de tester, tempéraments nécessaires, selon nous, nous apparaissent comme inacceptables ou inefficaces.

SECTION II. — Du rétablissement de la légitime.

Si la famille souche, telle que l'entend Le Play, doit, comme c'est notre conviction, apporter un remède vé-

ritable à la crise de la population en France, ne pourrait-on pas substituer à la réserve proprement dite une sorte de légitime plus ou moins étendue, institution éminemment propre, semble-t-il, à favoriser cette organisation de la famille : le père charge un seul de ses enfants de continuer la famille, sauf à payer la légitime en argent, en capital ou en arrérages, à ses frères et sœurs ?

Du reste dans un nombre de départements assez considérable, représentant approximativement le tiers de la France, on s'efforce de transmettre le domaine à l'un des enfants, ordinairement avantagé ; on recourt à des procédés qui, pour n'être pas tous semblables, se rapprochent néanmoins très sensiblement de la théorie de la légitime.

Au point de vue de l'augmentation de la natalité, ces coutumes présentent des avantages réels, et c'est dans ces départements où la transmission intégrale s'exerce très généralement que le chiffre des naissances est proportionnellement le plus élevé, bien qu'ils soient les plus pauvres et partant ceux où l'augmentation de la population devrait être la plus lente (1).

Dans certaines contrées de la France, pour arriver

(1) *Droits et coutumes des populations rurales de la France en matière successorale*, par le docteur Alexandre de Brandt-Larose, 1901 ; ouvrage très documenté auquel nous avons eu recours pour l'exposé d'une partie des détails qui suivent.

à la transmission intégrale du domaine, l'enfant privilégié reçoit simplement quelquefois la quotité disponible à titre de préciput. D'après la grande enquête qui eut lieu entre 1866 et 1870 sur l'état de l'agriculture en France, et dont les documents ne remplissent pas moins de trente-trois volumes, il subsiste à l'intérieur du Finistère « le vieil usage d'effectuer les partages du vivant des ascendants, en laissant la propriété du domaine à un seul des enfants chargé d'indemniser les autres » (1), et elle ajoute plus loin que cet usage est tellement dans les mœurs que, même à défaut de partage entre vifs, à la mort des parents c'est habituellement l'un des héritiers qui prend le domaine à dire d'experts et qui rembourse en argent à ses cohéritiers la valeur des parts qui leur reviennent. Les frères et sœurs restent le plus souvent sur le bien jusqu'à ce qu'ils aient trouvé l'occasion de devenir eux-mêmes chefs de maison.

Dans le Sud-Ouest de la France, la transmission de l'intégralité de la ferme à un enfant, en général l'aîné, forme encore la règle; elle a lieu soit par contrat de mariage, soit par testament; les puînés reçoivent leur part en argent; l'« héritier » reçoit la quotité disponible que viennent souvent augmenter des donations déguisées.

(1) Enquête agricole de 1866-70, p. 64.

La même enquête nous dit que, dans bon nombre de départements du Centre « les domaines restent habituellement dans une seule main au moyen d'arrangements de famille, favorisés par les mœurs et les vieilles traditions du droit d'aînesse ; et qu'il arrive assez souvent dans les familles de paysans, que les puînés ne consentent à recevoir leurs droits héréditaires que par dixièmes et même par vingtièmes, sans intérêt du capital » (1).

Dans les départements montagneux du Sud-Est l'attribution de la quotité disponible à un enfant privilégié est assez généralement en usage ; il reste dans la maison et s'y marie, on l'appelle le soutien de la maison et on lui donne le nom de la famille, tandis qu'on ne désigne les autres enfants que par leur prénom. Dans les Basses-Alpes l'aîné des fils reçoit habituellement presque toute la propriété ; les puînés sont dotés lors de leur mariage ou de leur établissement, mais les sommes qui leur sont payées à cette occasion sont, le plus souvent, inférieures à leur réserve.

Nous voyons donc dans beaucoup de régions, les anciens usages se maintenir par des dispositions contraires aux lois au moyen d'une convention illégale entre les intéressés, au détriment des héritiers qui cèdent, sans cependant qu'un pacte de ce genre soit

(1) Enquête agricole de 1866-70, p. 23.

considéré dans la population comme une injustice. Le privilège accordé à un enfant au-delà de la limite permise par la loi, et les estimations trop basses dans les partages sont des germes de désaccords et de procès qui souvent ne se développent que dans les générations ultérieures. Mais la violence même faite par le droit aux coutumes a poussé directement la population de ces contrées dans les voies de l'illégalité.

Si nous nous sommes étendu un peu sur ces usages pratiqués dans différentes régions de notre pays, c'est pour montrer combien les règles trop étroites de notre code civil, en ce qui concerne le régime successoral, sont gênantes pour une partie considérable de la population, et avec quelle volonté opiniâtre on cherche à les transgresser ; on voit par là combien le cultivateur a le désir de pouvoir transmettre intégralement son héritage à un seul enfant ; aussi, pour échapper aux entraves que le code vient mettre à ses projets, que fera-t-il assez souvent ? Il n'aura qu'un enfant, et cherchera à doubler l'héritage qu'il lui laissera en le mariant à une fille ou à un fils unique. S'il a plusieurs enfants, il aura recours à des moyens rappelant de très près le système de la légitime, et dont le résultat est la permanence de la famille, sa fécondité, et en même temps la prospérité et le bien-être de chacun de ses membres.

Il est évident que, soit par la simplicité des moyens,

soit par l'importance des résultats, le système de la légitime serait le régime idéal. N'y aurait-il pas intérêt alors à l'imposer à tout le pays par voie législative ?

Malheureusement il faut nous rendre à l'évidence, et reconnaître que le but cherché ne serait nullement atteint. D'abord, cette légitime n'aurait d'heureux effets que pour la population agricole, qui, tout en étant une partie très importante de la France, est loin d'en constituer la totalité ; ensuite les nombreux avantages que semble présenter le système de la légitime dans les régions où l'on s'efforce de la mettre en pratique, sont dus en grande partie à l'existence de mœurs familiales toutes particulières et dont la caractéristique est par excellence la solidarité entre membres d'une même famille.

Les enfants qui émigrent ne vont pas, en effet, à l'aventure ; ils trouvent toujours chez un oncle ou chez un cousin un foyer pour les recueillir et un guide pour assurer leurs premiers pas dans la vie industrielle ; ainsi, c'est grâce à cette courte échelle que les anciens, déjà arrivés, font aux jeunes, que l'émigration corrézienne s'empare en quelques endroits du monopole de certaines industries, celle des parapluies en gros et en détail par exemple. Mais pour la majorité du pays, pareille aide ne sera pas trouvée auprès des aînés par les jeunes qui, pour la plupart isolés ou per-

du au milieu d'étrangers contre qui ils auront bien souvent à lutter, ne parviendront pas à percer et réussiront tout juste à végéter, sans jamais acquérir une aisance suffisante pour leur permettre d'avoir une nombreuse famille. Se souvenant des durs moments par lesquels ils sont passés, ils s'efforceront certainement d'éviter pareilles épreuves à leur descendance en la restreignant le plus possible ; et par là même nous voyons que la légitime produirait un effet diamétralement opposé à celui que nous visons.

Ce n'est pas seulement pour les cadets que cette institution produirait de fâcheux résultats, mais bien aussi pour l'enfant placé à la tête de la famille. C'est à lui qu'incombera la nécessité de conserver la maison familiale, qui, quelquefois, tombera en ruines, de cultiver des champs souvent inféconds. Qu'ils survienne quelques mauvaises années et le voilà dans l'impossibilité de payer leur légitime à ses frères et sœurs ; dans les régions où nous avons vu ce système fonctionner avec succès, ceux-ci, par esprit de famille, lui donneront du temps, reculeront les échéances ; certains même, ayant une situation de fortune assez considérable, lui feront l'abandon complet de ce qui leur revient ; mais de pareilles coutumes, pour admirables qu'elles soient, n'en constituent pas moins pour cela de rares exceptions, et la plupart du temps les cadets, sans se préoccuper des charges que peut

avoir l'aîné, exigeront leur légitime, et ce sera la débâcle, la disparition du foyer de famille.

Du reste une tentative d'expérience fut faite en ce sens en Alsace. M. Charles Grad (1) déclara au congrès de réforme sociale tenu à Paris en 1889, que les résultats commencèrent par être excellents ; tant que la propriété foncière augmenta de valeur, l'aîné put facilement supporter les charges qui lui incombaient et trouva tout avantage à cette combinaison ; mais la baisse des prix subie par la terre changea complètement la situation ; l'aîné, surchargé d'obligations trop lourdes, dut contracter des emprunts hypothécaires ; les échéances arrivèrent, et comme il ne put satisfaire à ses engagements, les créanciers l'exproprièrent, entraînant sa ruine et celle de sa famille tout entière.

Pour que le système de la légitime, certainement très favorable à la permanence de la famille et à sa fécondité, puisse être imposé par voie législative avec chance de succès, il faudrait au préalable reformer les mœurs, faire renaître l'esprit d'unité et de solidarité familiales. Mais, en présence de l'état de choses actuel, tout ce que peut faire dans ce sens le législateur, c'est laisser aux individus une latitude plus

(1) *Bulletin de la société d'Economie sociale*, juillet 1889.

grande, en facilitant, par une diminution du taux de la réserve, les arrangements de famille.

SECTION III. — Système de M. Glasson.

Puisque le rétablissement de la légitime serait un moyen par trop dangereux de reconstituer en France le lien familial, d'établir ce que Le Play appelle la famille souche, ce qui, croyons-nous, amènerait un résultat d'amélioration en la matière qui nous occupe, il nous faut chercher une autre voie pour arriver au but.

Nous avons vu que la réforme de la famille demandée par Le Play, est surtout l'affaire des mœurs et des conditions de vie sociales que la loi positive est impuissante à établir ; mais est-ce à dire que cette dernière soit dépourvue de toute influence ? Nous ne le croyons pas ; selon nous, elle peut tout au moins créer une organisation juridique qui se prête à ce mouvement ; fournir à l'initiative individuelle des facilités, et lui imprimer une orientation, et c'est ce que nous semble avoir réalisé le code civil espagnol, dont M. Glasson adopte les principes dans le projet de modification de la législation successorale qu'il a soutenu et développé dans une communication faite au congrès de réforme sociale, tenu à Paris en 1889 (1).

(1) *Bulletin de la société d'Economie sociale*, juillet 1889.

Le meilleur système, selon lui, est celui qui, à la fois, garantit l'autorité paternelle, assure aux enfants la plus notable partie du patrimoine, et permet aux parents de le répartir entre eux, selon leurs aptitudes.

Partant de là, M. Glasson divise la succession en trois tiers, quel que soit le nombre des enfants : le premier tiers forme une réserve à laquelle tous les enfants ont un droit égal ; le second tiers est entièrement disponible, et le père peut en gratifier, s'il le veut, même un étranger ; enfin, le troisième et dernier tiers est une réserve collective des enfants vis-à-vis des étrangers, mais une quotité disponible pour les enfants entre eux ; en d'autres termes, le père ne peut pas employer ce tiers à des libéralités adressées à des étrangers, mais il peut le distribuer à ses enfants absolument à son gré, pouvant aller jusqu'à priver un ou plusieurs enfants de toute part dans ce troisième tiers, pour en gratifier un seul de leurs frères ou sœurs.

Les avantages que présente ce système sont nombreux et faciles à apercevoir : il donne satisfaction au principe que nous avons précédemment énoncé, suivant lequel le père doit, en vertu d'une obligation quasi-contractuelle à sa charge, non seulement nourrir et entretenir ses enfants, mais encore leur permettre de se maintenir dans le milieu social où il les a introduits.

En second lieu il tend à fortifier le principe de l'autorité paternelle, en donnant au père le moyen de récompenser ceux de ses enfants dont la conduite lui aura donné le plus de satisfaction ; ce pouvoir de récompenser est comme le corollaire du droit de punir que tous les codes reconnaissent au père, et qui, dans notre théorie, consiste dans la privation d'une partie du patrimoine, dont le père peut frapper tel ou tel de ses enfants, sans cependant pouvoir aller jusqu'à l'injustice ou jusqu'au manque d'humanité en les privant de tout droit successoral.

En troisième lieu, le système de M. Glasson permet de rétablir certaines inégalités qu'il est bien difficile de corriger avec notre législation actuelle ; ainsi, voici une famille où, parmi les enfants, certains sont allés chercher la fortune au dehors, tandis que d'autres, restant à la maison, ont été pour le chef de famille de précieux auxiliaires ; leur travail et leur activité ont contribué pour une large part au développement de l'entreprise, sans que, pour cela, ils aient touché un salaire en rapport avec les services rendus ; sera-t-il juste qu'à la mort du père, les enfants qui ont travaillé au dehors pour leur propre compte et qui ont peut-être acquis une jolie situation, viennent prélever sur l'hérédité une part égale à celle des enfants restés au foyer ? Faudra-t-il que le travail, les aptitudes, l'énergie de ces derniers viennent profiter

à leurs frères et sœurs, sans chance de réciprocité d'ailleurs ? Certes non, il faut donc que dans le partage de la succession le père puisse faire une part privilégiée en leur attribuant tout ou partie de ces deux tiers de son patrimoine, qui sont disponibles, soit d'une façon absolue, soit entre les enfants seulement.

Enfin, ce système permet au père d'échapper à la nécessité, où il se trouve actuellement, de morceller par trop son héritage ou de voir mettre son entreprise aux enchères après sa mort. Prenons un exemple : un père a trois enfants ; la réserve à laquelle ils ont des droits égaux est d'un tiers de la succession, soit d'un neuvième pour chacun d'eux. Le père dirige une entreprise représentant les deux tiers ou les six neuvièmes de sa fortune ; pour éviter le partage, il donnera cette entreprise à l'un de ses enfants, les trois neuvièmes de surplus étant plus que suffisant pour remplir les deux autres enfants de leur réserve. S'il n'a pas de motif d'avantager l'un de ses enfants au détriment des autres, il mettra à la charge de celui qui aura recueilli les deux tiers de la succession l'obligation de payer à ses frères et sœurs soit des dividendes, soit une somme fixe. Mais ce ne sera là qu'une faculté pour lui ; s'il estime que l'enfant, qui lui succède dans la direction de l'entreprise, va avoir de lourdes charges à supporter, s'il craint que l'obli-

gation pour lui de verser une somme assez importante à ses frères et sœurs ne fasse périliter l'entreprise, il s'abstiendra de formuler cette obligation, et ainsi nous ne verrons pas se reproduire ici les faits reprochés à l'institution de la légitime.

En plus de ces avantages directs du système, M. Glasson prévoit encore qu'en élargissant les règles trop étroites et trop rigoureuses de la réserve établie par notre code civil, il permettrait de faire du partage d'ascendants, admis par les articles 1075 et 1076 du code civil, une institution vraiment pratique, à l'abri de toutes les actions en nullité ou en rescision qui menacent perpétuellement ces actes de disposition au point de les rendre dangereux et nuisibles.

En effet, avec notre législation actuelle, d'après l'article 1079 du code civil, l'un des enfants peut attaquer le partage, bien qu'il ait reçu toute sa réserve et même davantage, par cela seul qu'on ne lui a pas donné les trois quarts de sa part véritable dans les biens partagés, et pour cela il a une action en rescision de partage testamentaire pendant trente ans ; durant ce laps de temps, relativement très long, les copartageants vont donc avoir une propriété incertaine, et auront toujours à craindre que l'un d'eux, se croyant lésé, ne vienne intenter l'action en rescision.

Avec le système de M. Glasson, au contraire, le père pourra toujours disposer des deux tiers de sa

fortune, entre ses enfants, absolument comme il l'entendra : il pourra partager cette portion de ses biens, de telle façon que l'un des enfants ait une part avantagee ; il pourra mettre dans un lot tels biens qu'il lui conviendra, sans qu'il soit question d'y appliquer l'article 832 du code civil, et pourra interdire à un ou plusieurs de ses descendants de venir prendre part au partage de ces deux tiers, contrairement aux exigences actuelles de l'article 1078 du code civil, pour attribuer, dans son intégralité, cette portion de son patrimoine à un seul de ses enfants. La seule règle qui viendra limiter sa volonté, et qu'il ne pourra enfreindre, sera celle lui ordonnant de laisser au moins un tiers de sa succession à partager par portions égales entre ses enfants. Supposons qu'un testateur n'a laissé aucune part à l'un de ses enfants dans les biens partagés, l'article 1078 du code civil déclare nul ce partage ; il va en falloir faire un nouveau qui bouleversera toutes les mesures prises par le testateur ; avec notre système au contraire, il suffira à l'enfant omis d'intenter l'action en réduction, pour faire déterminer sa réserve, et, ce fait, le reste du partage restera en état ; la volonté du testateur sera respectée dans sa plus grande partie.

Avec l'application de ce système, nous verrions donc, sinon disparaître, du moins se raréfier de plus en plus dans les partages d'ascendants, ces actions

en nullité et en rescision dont la fréquence, dans l'état actuel de notre droit, en arrive à faire souhaiter la disparition d'une institution dont on est en droit d'attendre tant de bons services.

Enfin, M. Glasson, dont le but est de restaurer la puissance paternelle que nous considérons, avec lui, comme un des éléments primordiaux de la fécondité des familles, voudrait compléter son système d'élargissement de la liberté testamentaire par le rétablissement du droit d'exhérédation.

Ce serait, pour lui, une peine que le père aurait toujours à sa disposition pour ramener dans le droit chemin ceux de ses enfants dont il aurait de justes sujets de mécontentement. Nous définirons cette exhérédation peine : un moyen par lequel, dans certaines circonstances, le testateur peut arriver à priver de leur réserve l'héritier ou ceux de ses héritiers auxquels la loi en assure une.

L'exhérédation était passée du droit de Justinien dans notre ancien droit ; certaines coutumes, comme celles du Maine, de la Lorraine, indiquaient expressément certaines causes d'exhérédation, qui, le plus souvent, étaient celles admises par la Nouvelle 115 de Justinien ; d'autres se contentaient de causes graves et sérieuses. Le décret du 9 fructidor, an II, interprétant la loi de nivôse de la même année, abolit formellement l'exhérédation. Y a-t-il lieu de la rétablir,

comme le veut M. Glasson ? nous ne le pensons pas, malgré tous les avantages qu'incontestablement la puissance paternelle et par suite la repopulation pourraient en retirer.

D'abord, en supposant pour un instant que notre législation civile doive admettre l'exhérédation, lequel des deux principes admis par notre ancien droit devrions-nous adopter ? Faudrait-il laisser aux tribunaux le soin de décider si tel cas est suffisamment grave et sérieux pour autoriser un père à exhéréder son enfant ? Ce serait bien imprudent, à notre avis, et ce serait courir, presque certainement, au devant d'abus regrettables. Une disposition de ce genre est insérée dans notre code civil au sujet du divorce que nos tribunaux doivent accorder pour excès, sévices ou injures graves ; que se passe-t-il ? Nous voyons des juges, sous l'influence du milieu, des mœurs des pays où ils siègent, se montrer très faciles sur l'appréciation de la gravité de ces excès, sévices ou injures qui leur sont exposés ; d'autres au contraire, soumis à des influences opposées, restent très stricts : de telle sorte que pour un même fait nous voyons le divorce accordé à Paris, par exemple, et refusé à Quimper ou dans telle autre contrée de la France, il y a là un état de fait très regrettable et qu'il nous faut chercher à éviter à tout prix.

Enumérerons-nous alors limitativement les cas

pour lesquels l'exhérédation devra être accordée, comme le faisait la Nouvelle 115 de Justinien ? Les inconvénients signalés précédemment seront évités, mais cette méthode risque fort de faire des omissions et de laisser au dehors de la loi bien des cas aussi répréhensibles que ceux qui y sont compris.

Et puis, dans un système comme dans l'autre, n'aurait-on pas à craindre des entraînements regrettables, au cas de remariage par exemple ? ne verrait-on pas trop souvent un second époux s'efforcer de faire avancer les enfants du deuxième lit en faisant exhéredier ceux du premier ?

Enfin la grosse objection que l'on peut faire au rétablissement de l'exhérédation, c'est qu'elle serait la cause de procès nombreux et de scandales regrettables. Rarement un fils exhéredé accepterait la décision de son père sans protester, sans tenter de se faire restituer par la justice les droits qu'on lui aurait enlevés ; et trop souvent il n'hésiterait pas à attaquer l'honneur de ce père qui, d'ailleurs, ne serait plus là pour se défendre.

Les débats judiciaires révéleraient souvent des désordres secrets dont la honte rejaillirait sur toute une famille. Enfin ce serait donner aux enfants le moyen de transgresser cette règle de morale rappelée par notre code civil : « L'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère ».

Ce sont ces raisons qu'ont vues les rédacteurs du code et qui les ont déterminés à faire disparaître de notre droit, avec raison selon nous, l'exhérédation.

Parmi les différents systèmes successoraux que nous venons de passer en revue, nous avouons que celui exposé par M. Glasson et adopté par le code civil espagnol est celui auquel vont toutes nos préférences. Il permet, en effet, à un père d'éviter la dislocation de son héritage et d'instituer l'un de ses enfants comme continuateur de la tradition familiale.

On écarte ainsi la préoccupation si naturelle de l'homme, qui, après avoir peiné pour élever sa famille à un degré supérieur, après s'être condamné à une vie de labeur et de privations pour agrandir son petit domaine, craint de le voir se disloquer dans un partage, et qui, pour éviter l'anéantissement de ses efforts, limite volontairement le nombre de ses enfants.

On assure ainsi la création, l'existence d'un foyer familial d'où les cadets partiront tenter la fortune, et où ils auront toujours l'espérance de trouver un refuge au cas de revers. On concilie, dans une combinaison transactionnelle acceptable, les intérêts de l'unité familiale et les droits de chaque enfant individuellement, l'autorité du père de famille et le respect du principe de propriété.

Que l'on ne vienne pas nous dire que de nos jours

les idées égalitaires sont si ancrées dans les cerveaux, que les pères de famille n'useront pas de la faculté que leur donnera la loi d'avantager un de leurs fils ; les exemples nombreux que nous avons cités précédemment (1), à propos du système de la légitime sont là pour nous prouver au contraire combien sont encore nombreuses en France les régions où les esprits sont tout disposés à profiter d'une pareille réforme.

L'éminent professeur dont nous défendons les idées, racontait dans une conférence faite par lui à la société d'Economie sociale (2) que, mis en rapport avec un Chinois de distinction, venu en France pour s'instruire des choses de l'occident, il lui avait demandé de lui communiquer ses impressions générales sur l'état de notre société et que ce personnage lui avait répondu : « J'admire vos travaux publics, vos chemins de fer, vos télégraphes, vos canaux, vos routes, l'organisation de votre justice, la comptabilité de vos finances, le commerce, l'industrie, la propriété ; mais deux choses me paraissent compromises, l'autorité paternelle et la famille ». C'est précisément à ce mal que M. Glasson s'est efforcé d'apporter un remède, et par contre-coup à cette autre affection qui en découle : la dépopulation.

(1) Voir p. 48 et suiv.

(2) *La réforme sociale et le centenaire de la Révolution*, p. 272.

Nous n'ignorons pas que notre théorie est loin d'être admise par tout le monde et que certains auteurs soutiennent que le régime social qui conviendrait le mieux à la natalité serait celui dans lequel les liens familiaux seraient extrêmement relâchés.

Ce qui empêche les familles de se développer, dit-on, n'est-ce pas précisément l'obligation que les mœurs et les conditions de l'existence imposent aux parents de subvenir aux besoins de leurs enfants jusqu'à un âge assez avancé ? Chaque naissance nouvelle constitue un notable accroissement de charges et l'on peut très bien concevoir, qu'en présence de cette obligation, un homme soucieux de son devoir n'entende mettre au monde qu'autant d'enfants qu'il en pourra nourrir. N'en trouve-t-on pas la preuve dans le fait que les familles, principalement celles de la petite bourgeoisie, où il n'y a que des filles, sont moins nombreuses que celles où il n'y a que des garçons ? La raison en est simple ; le père qui a deux ou trois filles, sait qu'elles demeureront à sa charge jusqu'à ce qu'il puisse les marier, et les doter, tandis que les hommes, arrivés à la puberté, pourront beaucoup plus facilement subvenir aux besoins de leur existence. Donc, instituez un régime social où l'enfant aura très peu à recevoir du père, très peu à compter sur ses parents, pour ne compter que sur lui-même : la fille ne sera pas dotée ; le garçon, son

éducation terminée, cherchera fortune ; de cette façon les charges de la paternité seront réduites à leur minimum, et on aura créé une race riche en énergie et en initiative.

« Cette organisation n'est-elle pas du reste la plus conforme aux règles naturelles ? Les naissances sont un fait physiologique, et toutes les fois que l'on veut développer un phénomène physiologique, c'est à la physiologie qu'il faut revenir ; or, dans la nature, les parents se dévouent jusqu'à l'excès pour leurs enfants, mais seulement jusqu'à ce que ceux-ci soient à même de subvenir à leur vie propre ; il n'y a pas de raisons pour qu'une semblable règle ne s'applique pas à la famille humaine » (1).

Certes, en théorie pure, ce raisonnement semble parfaitement pouvoir se soutenir ; mais ce qu'il faut se demander, c'est si, au point de vue de la pratique, il produirait dans nos pays le résultat qu'on attend de lui.

Il est incontestable que ce système de l'indépendance a pu présenter des avantages dans un pays, comme les Etats-Unis, né d'une sélection européenne parmi les hommes les plus énergiques et les plus audacieux, et où, dès lors, en vertu d'une loi d'ata-

(1) James Pryce, *La famille anglo-saxonne*, Cambridge, United States, 1900.

visme, la race était extrêmement précoce et les individus doués de très bonne heure de qualités d'initiative qui faisaient qu'une liberté prématurée ne présentait pas d'inconvénients. Mais dans nos pays d'Europe, en France en particulier, où ces qualités d'initiative sont plus rares et la précocité moins grande, nous croyons que l'autorité paternelle apparaît comme un utile élément de prospérité et de stabilité. Sa nécessité est peut-être encore plus grande dans un état de civilisation avancée, où les séductions de la vie sont plus grandes, et où il est urgent de protéger la jeunesse contre leur attrait.

Cette autorité est le fondement de la liberté et de la morale ; c'est à son maintien que l'Angleterre doit d'avoir pu relâcher, sans inconvénients, les liens de sa législation, la Chine d'avoir pu se maintenir au milieu de toutes les corruptions de ses gouvernements viciés et affaiblis, et c'est certainement grâce à cette conception de l'organisation familiale, que ces pays ont conservé leur fécondité.

Mais, acceptons pour quelques instants les raisonnements que nous venons de critiquer ; à quelles conclusions, relativement à la liberté testamentaire, aboutiraient-ils ? Exactement aux mêmes que celles de la théorie diamétralement opposée du groupement familial ; dans l'une, le père dispose librement de son

patrimoine parce qu'il est le chef de la famille, et le maître dont on ne discute pas la volonté ; dans l'autre, au contraire, il a le même droit parce que sa fortune appartient à lui seul, qu'elle n'est pas grevée d'une copropriété familiale et qu'il ne doit rien à ses enfants.

Dans un système comme dans l'autre, on aboutit donc à la même conclusion : élargissement de la liberté testamentaire. C'est donc dans ce sens que doivent être dirigées les réformes de notre code civil en ce qui touche le régime successoral, si l'on veut le voir exercer une influence heureuse sur la fécondité du pays.

Nous croyons bien faire de rappeler ici littéralement les articles 808 et 823 du code civil espagnol, qui indiquent en quelques lignes la direction dans laquelle nous souhaitons voir s'engager les réformateurs de notre législation civile :

Article 808. — Les deux tiers de l'avoir successoral du père et de la mère constituent la réserve des enfants et descendants légitimes.

Néanmoins, ils pourront disposer de l'un des deux tiers formant la réserve, pour la donner *par préciput* à leurs enfants et descendants légitimes.

Le tiers restant sera de libre disposition.

Article 823. — Le père et la mère pourront dispo-

ser en faveur d'un ou de quelques-uns de leurs enfants ou descendants d'un des deux tiers formant la légitime.

Cette portion se nomme préciput.

APPENDICE

Projet du colonel Toutée ⁽¹⁾.

Nous ne voulons pas terminer cette première partie de notre travail sans examiner un projet d'une incontestable originalité, auquel la presse et l'opinion firent un accueil favorable, et qui fut présenté à l'Académie des sciences morales et politiques, le 27 décembre 1902, par le colonel Toutée.

Le but de son auteur a été de ramener la fécondité en France par un moyen tout à fait opposé à ceux que nous avons vus jusqu'à présent, par l'émiettement de plus en plus considérable des héritages.

Ce projet comprend deux dispositions principales : la première vise la succession dévolue à plusieurs enfants ; la seconde vise celle transmise à un enfant unique.

L'innovation consiste dans la manière de déterminer les parts de la succession. Y a-t-il plusieurs en-

(1) Communication faite à l'Académie des sciences morales et politiques. *Le Temps*, 16 février 1903, brochure, Paris, 1903.

fants, les descendants de ceux-ci, c'est-à-dire les petits-enfants, seront comptés avec leurs père et mère, de telle sorte que chacun des héritiers touchera : 1° une part pour lui-même, et 2° autant de parts qu'il aura d'enfants ; n'y a-t-il qu'un enfant unique, il ne touchera que la moitié de la succession, l'autre moitié étant dévolue aux héritiers du degré subséquent. D'ailleurs, voici le texte même des modifications que le colonel Toutée voudrait apporter au code civil :

Il réclame d'abord l'addition d'un article 744 *bis* ainsi conçu :

« Toutes les successions donnent lieu à partage. A chaque héritier sont attribuées, en outre de sa part, autant de parts égales à la sienne qu'il y a d'enfants vivants ou représentés ».

Il voudrait ensuite que l'on modifiât les articles 745 et 913 du code civil de la manière suivante :

Art. 745 (ancien)

Les enfants ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère, aïeuls, aïeules ou autres ascendants, sans distinction de sexe ni de primogéniture et encore qu'ils soient issus de différents mariages.

Ils succèdent par portions égales et par tête, quand ils sont tous au premier degré, et appelés de leur chef. Ils succèdent par souche, lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

Art. 745 (nouveau).

Les enfants ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère, aïeuls ou autres ascendants, sans distinction de sexe ni de primogéniture et encore qu'ils soient issus de différents mariages.

Ils succèdent pour le nombre de parts prévu à l'article 744 *bis* et par tête, quand ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef. Ils succèdent par souche et pour le nombre de parts prévu à l'article 744 *bis*, lors-

Art. 913 (ancien).

Les libéralités, soit par actes entre vifs, soit par testament, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant, s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime, le tiers s'il laisse deux enfants, le quart s'il en laisse trois ou un plus grand nombre.

qu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

Art 913 (nouveau).

Les libéralités soit par actes entre vifs, soit par testament, ne pourront avoir pour résultat de porter à plus de la moitié des biens du disposant la part dévolue à son enfant légitime s'il n'en laisse qu'un, elles ne pourront excéder le tiers de ces biens s'il laisse deux enfants, le quart s'il en laisse un plus grand nombre.

Pour M. Toutée sa conviction est fermement établie que ces quelques modifications à notre loi successorale seront un aiguillon toujours menaçant qui fera reprendre à notre population sa marche en avant un moment ralentie ; c'est ce qu'il nous laisse nettement entrevoir dans le passage suivant : « Quand je dis que l'esprit d'égalité, l'esprit de lucre, la passion de la terre qui luttent aujourd'hui contre l'accroissement des familles, se retourneront en faveur de cet accroissement, j'ai la vision bien nette d'une famille de paysans, avarés et durs comme la terre elle-même est dure et avare, où fils et gendre, fille et brù, dès qu'ils sauront qu'une part plus forte dans le lopin paternel sera le prix offert au ménage le plus fécond, se ruèrent en assaut de maternité, laissant enfin la nature reprendre ses droits. Il faudrait n'avoir jamais soupçonné la convoitise et la jalousie dont flam-

boie le cœur d'une paysanne ou d'une ménagère pour douter de la sincérité de ses efforts en vue d'avoir une lignée plus nombreuse, plus de biens que ses collatéraux et surtout d'éviter que ceux-ci n'en aient plus qu'elle ».

A première vue, ce projet semble présenter le caractère d'une pénalité infligée aux familles peu fécondes; ses partisans s'en défendent bien cependant et le prétendent construit uniquement sur le principe de l'égalité des charges; que cela soit vrai en ce qui concerne le père décédé, qui n'est pas atteint directement, cela peut se soutenir, mais en ce qui concerne le fils unique par exemple, il y a là une mesure d'une rigueur vraiment extrême; qu'il ait personnellement 4, 6 ou 10 enfants, il ne recueillera jamais que la moitié de la fortune de ses parents.

Cette remarque faite, une critique beaucoup plus grave se présente à nous; l'auteur nous paraît avoir toujours supposé un père mourant à un âge avancé et laissant des enfants assez âgés eux-mêmes pour être à leur tour tous chefs de nombreuses familles. Or, cette situation est loin d'être la règle; souvent, en effet, ou bien le père qui meurt ne laisse que des enfants non encore mariés, surtout lorsque ceux-ci sont des garçons, et le projet ne trouve plus de terrain d'application; ou bien le père laisse des enfants mariés et d'autres qui ne sont pas en âge de l'être,

et alors le projet se heurte à une inégalité et à une injustice flagrantes.

Mais prenons même le cas le plus favorable, celui de copartageants tous mariés et pères de famille ; les aînés auront évidemment l'avantage, plus ou moins considérable suivant les écarts d'âge existant entre eux, d'avoir une famille plus nombreuse que leurs cadets ; la même injustice existera si les copartageants sont de sexe différent, car, en fait, la femme se marie plus tôt que l'homme.

Les partisans de ce système disent qu'il aurait pour résultat une véritable course au mariage et à la paternité ; mais, de par la nature même des choses, il y aura de nécessaires inégalités entre les concurrents ; le père pourra les corriger, répond-on, puisque la consistance de la quotité disponible n'est pas modifiée ; il pourra ainsi favoriser l'enfant que quelque infirmité ou que les circonstances ont mis dans l'impossibilité de se placer en bonne posture dans le partage. Cet argument des partisans du projet en fait voir la faiblesse, en démontrant que rien ne sera plus facile au père que d'y faire échec et d'empêcher de se produire le résultat cherché.

Ces objections capitales mises de côté, ce projet n'en aurait pas moins l'inconvénient de ne s'appliquer qu'à un petit nombre de familles, celles dans lesquelles le patrimoine à partager est assez consi-

dérable pour que la perspective de la succession puisse déterminer l'héritier futur à alourdir ses charges en augmentant sa famille ; c'est donc un nombre restreint de pères de famille que la réforme acheminerait vers la repopulation.

Et puis, admettons que le résultat cherché soit atteint, que de nombreux citoyens se ruent vers le mariage et se montrent partisans convaincus de la procréation intensive ; comment ne pas voir les conséquences fâcheuses auxquelles on aboutirait au point de vue de la dignité et de la moralité du mariage !

D'abord, comme l'a fait remarquer avec à propos M. Ambroise Colin (1), « ne pourrait-on pas redouter que le paysan, appelé à bénéficier pécuniairement de la fécondité de sa future compagne, ne prenne un peu trop l'habitude de faire, avant le mariage, l'essai de ses vertus prolifiques ».

De plus, le mariage ne sera plus une union morale mais une association en vue d'avoir des enfants ; la femme ne sera plus la compagne, le soutien, le conseil de l'homme, mais simplement la femelle destinée à la reproduction. « Ne pourrait-on pas être tenté, comme le dit encore M. Ambroise Colin (2), de

(1) *La Grande-Revue*, n° du 1^{er} mars 1903, M. Ambroise Colin, *La natalité française et les lois successorales*.

(2) *La Grande-Revue*, n° du 1^{er} mars 1903, M. Ambroise Colin, *La natalité française et les lois successorales*.

plaindre le sort des malheureuses dont la santé, la vie même deviendraient l'enjeu de cette ruée d'appétits qui n'ennoblirait pas la sordidité du calcul inspirateur ».

Enfin les frères, devenus des rivaux, se transformeront en ennemis, et aussitôt le partage effectué, la famille, qu'aucun lien d'affection ne groupera plus, se disloquera.

Malgré les intentions certainement généreuses du colonel Toutée, il nous faut reconnaître que son projet, conçu dans les solitudes africaines, se heurte à des objections par trop fortes et par trop nombreuses, pour pouvoir être mis en pratique ; et que la séduction qu'il a exercée sur le public était due surtout à la haute originalité de sa conception.

DEUXIÈME PARTIE

Création d'un bien de famille insaisissable.

CHAPITRE PREMIER

Généralités.

Influence de la réforme sur le mouvement de la population.

Le bien de famille insaisissable est une institution d'origine américaine qui apparût il y a un demi-siècle environ dans certains états de l'Amérique du Nord, sous le nom de *homestead*.

M. Louis-A. Corniquet nous le définit : « la maison et la terre y attenante, qui constituent la résidence de la famille, revêtues du caractère d'insaisissabilité; c'est la résidence de famille exempte de saisie » (1). Une institution présentant beaucoup d'analogie avec

(1) Louis-A. Corniquet, thèse, Paris, 1894, p. 18.

cette dernière fonctionne en Allemagne sous le nom de *bauernhof*, et y rend d'importants services.

Aux Etats-Unis, législateurs et jurisconsultes ont voulu voir dans le homestead le remède souverain à tous les maux ; Smyth nous en énumère les principaux avantages dans le passage suivant : « Pour les uns, la loi de homestead assure la meilleure protection du foyer, de la femme et des enfants ; les autres envisageant le point de vue politique, ont vanté l'influence du homestead sur l'esprit de liberté et d'indépendance dont chaque citoyen est imbu. Ceux-ci disent qu'on met ainsi dans la main du législateur une arme qui protège la famille contre les effets de la prodigalité du mari ou de la rapacité des créanciers. Ceux-là ont soutenu qu'il y avait là un gage de prospérité publique ; car on y garantit à chaque citoyen la protection du foyer. D'autres enfin, considérant le côté social de la question, ont fait ressortir cette idée que le homestead avait pour avantage de transformer les vagabonds qui n'ont ni feu ni lieu, en citoyens fixés au sol et prêts à rendre service à la communauté » (1).

Nous ne rechercherons pas la part de vérité ou d'exagération qu'il peut y avoir dans un pareil panegyrique, mais nous croyons voir dans l'institution du

(1) Smyth, *The laws of homestead and Exemptions*, p. 52.

homestead un moyen de reconstituer la famille par la permanence du foyer familial, et c'est uniquement à ce point de vue, en nous plaçant exclusivement sur le terrain juridique, que nous voudrions l'étudier et montrer de quelle façon utile elle peut se combiner avec le système de liberté testamentaire proposé par M. Glasson, de quelle façon elle peut le consolider, le compléter, pour favoriser la natalité.

Le homestead, il est vrai, n'est guère susceptible d'être appliqué avec quelque utilité qu'aux familles rurales et ouvrières, c'est-à-dire à celles jouissant d'une situation de fortune peu considérable. Mais celles-ci sont assez nombreuses en France, pour qu'en les rendant plus fécondes, on ait fait faire un grand pas au problème de la repopulation. Il nous faut donner d'abord une idée très générale du fonctionnement de la loi américaine : tout propriétaire peut rendre son immeuble insaisissable jusqu'à concurrence d'une étendue déterminée et d'une certaine valeur, à seule charge d'en faire une déclaration chez le magistrat, et de procéder à certaines mesures de publicité destinées à sauvegarder les droits des créanciers. Après la mort du chef de famille, le conjoint survivant et les enfants, jusqu'à la majorité du dernier d'entre eux, peuvent invoquer cette exception. En outre le homestead ne peut être aliéné qu'avec le consentement de la femme.

Il peut paraître exorbitant, à première vue, de permettre au débiteur de soustraire ainsi le foyer domestique au gage de ses créanciers, contrairement au principe établi par les articles 2092 et 2093 de notre code civil. Et cependant nous avons déjà en France plus d'une institution qui dérogent nettement à ce principe, et qui ne sont pas sans présenter certaines ressemblances avec le homestead américain ; c'est d'abord l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat, établie par les lois du 8 nivôse de l'an IV et du 22 floréal de l'an VII ; c'est ensuite l'insaisissabilité, jusqu'à concurrence d'une certaine somme, des traitements des fonctionnaires, de leurs pensions de retraite, des salaires des ouvriers ; ce sont encore les insaisissabilités dictées par un sentiment d'humanité des articles 581 et 592 du code de procédure civile ; ce sont les clauses d'inaliénabilité et d'insaisissabilité insérées dans les testaments et les donations et dont la jurisprudence a reconnu maintes fois la validité, lorsqu'elles sont insérées au profit du donateur ou même d'un tiers. Le régime dotal lui-même ne présente-t-il pas la plus grande analogie avec le homestead, quand la femme s'est réservée propre l'administration de ses biens, et a stipulé l'inaliénabilité des biens dotaux sauf emploi ? Dans ce cas, un seul caractère du régime dotal subsiste : l'insaisissabilité, et nous avons là un véritable homestead conventionnel.

Donc, sans nous préoccuper des conséquences économiques que pourrait présenter l'institution du homestead en France, et en nous plaçant uniquement au point de vue juridique, nous ne voyons aucun principe essentiel de notre droit qui serait lésé par son introduction dans nos lois ; les articles 2092 et 2093 du code civil nous disent, il est vrai, que les biens du débiteur forment, dans leur universalité, le gage de ses créanciers, mais rien ne nous interdit d'apporter quelques exceptions au principe, dans le but d'en atténuer la rigueur par trop excessive, et c'est ce que nombre de dispositions légales ont déjà fait, comme nous venons de le voir.

Quant à la répercussion qu'aurait l'établissement du homestead sur le mouvement de la population, elle ne nous semble pas douteuse. Le bien de famille insaisissable nous paraît tendre, exactement comme le système de M. Glasson, à la reconstitution de la famille par la permanence du foyer familial. Le paysan ne se verrait plus chassé de son foyer par un créancier impitoyable ; il serait toujours assuré, en cas de malheur, de sauver du naufrage de sa fortune l'épave la plus sacrée, le foyer domestique, qui garantirait un abri au débiteur et aux siens ; cette insaisissabilité serait par là même de nature à donner un nouveau stimulant à la procréation.

L'établissement en France d'un bien de famille insaisissable nous apparaît comme la suite et le complé-

ment logiques et naturels du système successoral de M. Glasson. Ce dernier a en effet pour but de constituer le patrimoine ; il permet au père d'éviter la dislocation de son héritage et d'instituer un de ses enfants comme continuateur de la tradition familiale ; mais il n'assure nullement la stabilité de ce patrimoine, de cet héritage. Que des revers de fortune s'abattent sur le fils avantage, soit par suite de fautes par lui commises, soit par suite d'événements imprévus et indépendants de sa volonté, voilà le foyer détruit. Comme ce n'est pas dans l'intérêt de l'un des fils seulement, mais bien dans celui de toute la famille dont il est le représentant que doit fonctionner le système de M. Glasson, il nous paraît nécessaire, pour qu'il ait quelque chance d'aboutir à un résultat utile, de le compléter, de le consolider, par l'institution du homestead qui viendra étayer la construction édifiée par la loi successorale et la mettre à l'abri de toutes les causes de destruction qui la menacent.

Voilà les raisons qui nous ont déterminé à réunir dans un même travail le vœu de voir élargir la liberté testamentaire et celui de voir créer chez nous un bien de famille insaisissable, ces deux idées nous paraissant se consolider et se compléter l'une l'autre, dans leurs efforts communs, pour constituer l'unité familiale, d'où doit découler, pour nous, une augmentation de la natalité en France.

CHAPITRE II

Structure juridique du bien de famille insaisissable.

Ces préliminaires posés, il nous faut rechercher dans quelles conditions, sur quelle base s'opérera en France, la réforme législative, de façon à ce qu'elle se combine le plus heureusement possible avec le système de succession que nous avons préconisé dans la première partie de notre étude.

Depuis une trentaine d'années, un mouvement favorable à l'introduction du homestead en France s'est fait sentir ; de nombreuses propositions de loi ont été déposées dans ce sens, sous chaque législature, au parlement ; mais jusqu'à ce jour, nos législateurs se sont contentés de les accueillir avec une faveur toute platonique, sans que la réforme ait encore abouti.

La plupart des auteurs de ces propositions de lois se sont placés sur le terrain économique ou politique et n'ont parlé que très incidemment de l'influence que

pourrait avoir la création d'un bien de famille insaisissable sur le mouvement de la population. Ce sera à nous de chercher parmi leurs idées celles qui peuvent avoir trait au sujet qui nous occupe, laissant les autres de côté ou les modifiant de façon à nous les rendre utilisables.

Du reste il en est parmi eux qui n'ont pas ignoré, à côté des résultats politiques ou économiques, quelle répercussion aurait sur la famille la création d'un bien de famille insaisissable en France, et c'est ainsi que M. Leveillé, professeur à la faculté de droit de Paris et député, nous dit dans l'exposé des motifs de la proposition de loi déposée sur le bureau de la Chambre, le 16 juin 1894 (1), que, grâce au homestead, la jeune famille américaine « a désormais trouvé son nid qui abritera, plus tard, comme dans un asile inviolable, la veuve et les enfants mineurs. La prévoyance du père, intelligemment secondée par le législateur, garantit ainsi le sort de toute la couvée. L'institution américaine prémunit le groupe familial tout entier contre les désastres possibles ; elle est la dot du ménage qui se fonde ; elle est la protection des berceaux futurs », et il ajoute : « le homestead donnerait plus de stabilité aux familles, et, par là, contribuerait à la grandeur et à la puissance de l'Etat... il ap-

(1) *Officiel*, 1894. *Documents parlementaires*, annexe, n° 717.

prendrait aux paysans et aux ouvriers à respecter davantage ces deux institutions qui sont les colonnes de notre ordre social : la propriété, fruit légitime du travail et de l'épargne, et l'héritage qui, reliant intimement le père au fils, est bien la première, la plus profonde et la plus sainte des solidarités humaines ».

L'importance que, dans l'esprit de M. Leveillé, semble avoir pris l'influence que pourrait avoir la création d'un bien de famille insaisissable sur la stabilité de la famille nous conduit à étudier son projet de loi dont la clarté et la précision nous incitent à en reproduire le texte *in extenso* :

I. — *Etablissement du bien de famille.*

ARTICLE PREMIER. — Le français qui veut fonder une terre insaisissable de famille doit en faire la déclaration écrite, d'après une formule imprimée, dont il remplit les blancs, à la mairie du lieu où est situé l'immeuble.

La déclaration est rédigée en trois exemplaires remis, l'un au fondateur, l'autre au maire, le dernier au conservateur des hypothèques de l'arrondissement.

ART. 2. — Le bien, objet de la convention, devra comprendre une maison ou fraction de maison destinée à l'habitation de la famille ; il pourra de plus comprendre un enclos situé auprès de la maison. —

Le bien ne devra pas, lors de la fondation, dépasser une valeur de dix mille francs pour l'immeuble construit, et de plus une valeur de deux mille francs pour les meubles et outils professionnels.

ART. 3. — Le bien de famille n'est constitué comme tel que si le fondateur l'occupe et l'exploite.

ART. 4. — Un même individu ne peut avoir deux biens de famille fondés par lui.

II. — *Régime spécial du bien de famille.*

ART. 5. — Le bien de famille institué par un fondateur solvable, ne peut plus être saisi, ni quant au capital, ni quant aux fruits, par les créanciers futurs du propriétaire. Le bien peut être saisi par le vendeur du terrain ou des matériaux, par les ouvriers qui ont concouru à l'amélioration du fonds (construction, mise en valeur, entretien). Il peut être saisi pour le paiement des impôts, et pour le paiement des dettes nées des délits et quasi-délits du propriétaire. Le propriétaire ne peut renoncer à l'insaisissabilité du bien de famille.

ART. 6. — L'insaisissabilité subsiste tant que l'immeuble reste aux mains du fondateur, de son conjoint survivant et de ses enfants mineurs.

ART. 7. — Le propriétaire peut aliéner le bien de famille. — Toutefois si le propriétaire est marié, ou s'il a des enfants mineurs, l'aliénation sera subor-

donnée, dans le premier cas, au consentement de la femme, donné en chambre du conseil, dans le second cas à autorisation de justice.

ART. 8. — Le propriétaire ne peut hypothéquer, ni vendre à réméré le bien de famille.

ART. 9. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures d'exécution de la présente loi.

SECTION I. — Transmission héréditaire du bien de famille.

Le bien de famille insaisissable, tel que l'établit M. Leveillé, constitue un privilège personnel et viager, ne pouvant faire l'objet d'aucune cession, dont la durée est limitée à l'existence de la famille, laquelle est représentée par le père, et après le décès de celui-ci, par sa veuve et ses enfants mineurs.

Si nous supposons adopté le régime successoral de M. Glasson où, nous l'avons vu, un tiers de la fortune est disponible d'une façon absolue et un autre tiers est disponible entre enfants, le père de famille pourra constituer les deux tiers de ses biens en homestead, de façon à les rendre insaisissables et de telle sorte qu'il verra le sort de sa famille assuré au moins jusqu'à la majorité de ses enfants, époque à laquelle ceux-ci seront aptes eux-mêmes à travailler et subvenir à leurs besoins.

Mais nous voudrions même aller plus loin que M. Leveillé et permettre au père de famille de rendre les deux tiers de ses biens insaisissables non seulement jusqu'à la majorité du plus jeune de ses enfants, mais bien jusqu'au décès de celui-ci. En somme nous voudrions prolonger l'insaisissabilité d'une génération plus loin que M. Leveillé, dans le but d'accorder une protection plus efficace à la famille.

Supposons, en effet, une famille composée du père et de quatre enfants dont l'aîné a dix ans de plus que le plus jeune. Le père meurt, laissant les biens, objet du homestead, à l'aîné de ses fils qu'il avantage. Quand cet aîné aura trente et un ans, tous ses frères et sœurs seront majeurs ; donc s'il n'a soin de faire lui-même la déclaration destinée à rendre de nouveau insaisissables les biens dont le père l'a avantage, l'insaisissabilité tombe et les autres membres de la famille sont exposés à voir le patrimoine familial disparaître par suite de la malchance ou de la mauvaise gestion de leur aîné. Nous ne voyons plus alors comment le bien de famille insaisissable sera cette « protection des berceaux futurs » dont nous parle M. Leveillé.

En étendant, au contraire, le bénéfice de l'insaisissabilité à deux générations, les dangers deviennent beaucoup moins grands. Ainsi, dans l'exemple que nous avons choisi plus haut, que les affaires de l'aîné tournent mal presqu'aussitôt la majorité du plus jeune

de ses frères, et ses puînés se trouveront sans foyer familial à un âge variant de vingt et un à trente ans, époque de la vie à laquelle on n'est pas encore généralement en possession d'une situation bien établie ; qu'ils se marient, qu'ils aient des enfants, des charges, ils ne trouveront plus un asile dans ce bien de famille, contrairement à ce qu'avait espéré leur père. Nous savons bien que ces enfants majeurs auraient eux-mêmes la faculté de créer un bien de famille insaisissable, mais pour cela il aurait fallu qu'ils aient un bien suffisant ; or, eu égard à l'âge relativement jeune auquel ils peuvent être exposés à voir disparaître le homestead créé par leur père, il est à craindre que bien souvent ils n'aient encore eu le temps de se créer un foyer, et qu'ils s'en trouvent complètement dépourvus. Au contraire, en permettant au père de créer une insaisissabilité de plus longue durée, ils pourront espérer trouver du secours auprès de leur frère avantagé pendant la plus grande partie de leur existence, et au moins jusqu'à ce qu'ils aient eu la possibilité d'acquérir par eux-mêmes un bien suffisant pour que son insaisissabilité puisse protéger leur propre famille.

Pour être plus sûr même que le foyer familial ne vienne pas à disparaître trop tôt, ne pourrait-on pas décider qu'à défaut de testament du père, le fils aîné deviendra de plein droit possesseur du bien de famille. Dans ce cas, bien entendu, le père n'ayant pas mani-

festé l'intention d'avantager l'un de ses enfants aux dépens des autres, l'ainé devrait payer une soulte à ses frères et sœurs, en paiements échelonnés, pour ne pas l'écraser et l'endetter, en lui réclamant en une seule fois la part qui doit leur revenir dans l'héritage paternel.

Une institution analogue ne fonctionne-t-elle pas en Allemagne pour le plus grand bien de tous, sous le nom de *Hoferecht* ? Il faut en général, pour l'établissement de ce régime une manifestation de volonté traduite le plus souvent par une inscription ; cette inscription produit effet d'une manière générale à l'égard de tous les propriétaires successifs ; pour lui enlever son efficacité, il faut qu'elle ait été radiée à la demande du propriétaire, ou qu'il y ait une manifestation de volonté contraire, notamment un testament.

Quand l'inscription subsiste, si le défunt laisse plusieurs successeurs, le domaine demeure indivisible ; il est distrait du partage et attribué pour le tout à un seul des héritiers ; l'héritier appelé à le recueillir porte le nom d'*Anerbe* ; suivant les contrées, c'est le père qui désigne l'*Anerbe*, ou ce sont ses cohéritiers ou bien encore la loi ou la coutume.

Rien ne s'opposerait, nous semble-t-il, à l'introduction en France d'une pareille institution. Au cas d'absence du testament ce serait les cohéritiers ou à dé-

faut d'entente la loi qui désigneraient l'héritier devant recueillir l'intégralité du foyer de famille.

Quels arguments peut-on invoquer contre le système résultant de la combinaison des théories de MM. Glasson et Leveillé ? Qui pourrait s'en plaindre ? L'héritier avantagé à qui le homestead serait imposé ? Non, puisqu'à cela il gagne au moins la possession d'un tiers de la fortune, et que ce tiers ne lui est légué qu'à la charge de rester un conservateur familial. Les autres enfants ? Encore moins, puisque le père n'a fait qu'user de son droit en avantageant un de leurs frères, et que même il vient corriger l'inégalité que pourrait leur causer l'exercice de ce droit, en mettant à la charge de leur frère avantagé certains devoirs destinés à leur faciliter l'existence.

Le père mourant peut logiquement imposer l'insaisissabilité du bien de famille à l'héritier avantagé jusqu'à la mort de celui-ci ; mais qu'arrivera-t-il dans la suite ? Deux hypothèses peuvent se présenter ; ou bien le homesteater laissera assez de biens pour que le homestead puisse être transmis à l'un des héritiers sans toucher à la réserve des autres ; en pareil cas, rien ne s'oppose à ce que le domaine insaisissable passe, en conservant la même situation, à l'enfant qu'il désignera, ou à défaut de testament à l'aîné ; ou bien la transmission du homestead portera atteinte à la réserve des frères et sœurs de l'enfant avantagé, et

dans ce cas, le partage du bien de famille deviendra nécessaire.

Reconnaissons d'abord que cette seconde hypothèse se présentera rarement avec le système successoral de M. Glasson, où le père de famille a toujours, quelque soit le nombre de ses descendants, la libre disposition des deux tiers de sa fortune en faveur de l'un de ses enfants ; mais si rare que soit le cas, il peut se présenter, et alors c'est le morcellement du bien de famille, la destruction presque certaine du foyer familial. N'y a-t-il aucun moyen de remédier à cet inconvénient ? Nous pensons que l'on pourrait, dans ces circonstances, faire une application utile du principe de la loi du 30 novembre 1894, relative aux habitations à bon marché (1).

Cette loi veut faire échec, partiellement du moins, à une règle capitale de notre code civil, celle de l'article 815, relative à l'indivision. Tandis que cet article 815 du code civil autorise tout héritier à réclamer le partage, l'article 8, paragraphe 1^{er} de la loi du 30 novembre 1894 permet le maintien de l'indivision de la maison, construite dans les conditions édictées par cette loi, et figurant dans une succession, malgré la volonté de certains cohéritiers, à condition cependant qu'au moment du décès de l'acquéreur ou du cons-

(1) M. Ambroise Colin s'est montré partisan de cette idée dans un article paru dans la *Grande-Revue*, n° du 1^{er} mars 1903.

tructeur, le défunt, son conjoint ou l'un de ses enfants habite encore la maison. Si le défunt ne laisse pas d'enfants, l'époux survivant, copropriétaire au moins de la moitié (ce sera, dans les ménages ouvriers, soumis au régime de la communauté, le cas le plus fréquent), pourra demander le maintien de l'indivision pendant cinq ans à partir du décès ; si, au contraire, il laisse des descendants, cette indivision pourra être maintenue pendant le même temps sur la demande du conjoint ou de l'un de ses enfants ; s'il y a des mineurs elle pourra être prolongée cinq ans à compter de la majorité de l'aîné, sans pouvoir en tout excéder dix ans. Dans ce cas le maintien de l'indivision est prononcé par le juge de paix après avis du conseil de famille.

M. Siegfried, l'auteur de la loi de 1894, a proposé depuis, par un projet du 11 mars 1897 qui n'a pas été accepté, d'en étendre les dispositions aux propriétés foncières d'une étendue de cinq hectares et d'une valeur maxima de six mille francs.

Eh bien, ne pourrait-on pas décider qu'au cas d'existence dans une succession d'un bien de famille insaisissable dont la valeur excéderait la quotité disponible, les héritiers majeurs, ou le conseil de famille au cas d'héritiers mineurs, auraient la faculté de consentir à l'indivision pour un délai de dix années ? On pourrait même ajouter que, faute par eux de manifester

leur intention ce délai révolu, cette indivision recommencerait par une tacite reconduction pour une même durée.

SECTION II. — Fixation de la valeur du bien de famille.

On a reproché au homestead de tendre à reconstituer la théorie des majorats et une aristocratie territoriale ; cette objection porterait si, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, on ne fixait pas un maximum à la valeur du bien susceptible d'être rendu insaisissable, ou si l'on fixait un maximum trop élevé. Mais ce n'est pas le cas ; tous les auteurs qui se sont occupés de la question ont bien pris soin de limiter cette valeur à un taux assez bas pour que la réforme soit, au contraire, essentiellement démocratique.

Pour M. Leveillé, sa valeur du bien insaisissable ne devra pas, lors de sa fondation, être supérieure à dix mille francs pour l'immeuble et à deux mille francs pour les meubles et les outils professionnels. M. l'abbé Lemire (1) propose de fixer ce maximum à huit mille francs, dégrevant en revanche le bien insaisissable de tout impôt direct ainsi que des droits

(1) Proposition de loi et exposé des motifs, relatifs au bien de famille du 23 juin 1894 (*Off.*, annexe au procès-verbal de la séance du 18 juillet 1894).

de succession. M. Hubbard (1) voudrait qu'on l'élevât à vingt mille francs. Cette dernière somme nous paraît du reste beaucoup trop élevée, et dépasser les besoins d'existence strictement nécessaires à une famille ordinaire.

Cette valeur, selon nous, ne devrait pas être invariable, et nous proposons un système de graduation fonctionnant de la manière suivante : on fixerait bien une valeur maxima pour l'individu célibataire et dépourvu de toute charge de famille ; et puis, pour encourager la repopulation, on augmenterait progressivement ce chiffre de base à mesure que l'on se trouverait en présence d'un individu marié sans enfant, puis d'un individu marié et chef d'une famille plus ou moins nombreuse, de façon que le maximum attribué à la valeur du bien de famille s'élèverait proportionnellement au nombre des enfants.

On pourrait adopter par exemple comme chiffre de base applicable à l'individu célibataire, celui de deux mille cinq cents francs, estimant qu'un bien de cette valeur est suffisant à l'abriter et à lui fournir les ressources nécessaires ; on porterait ce chiffre à cinq mille francs, si cet individu était marié ; puis on l'aug-

(1) Proposition de loi et exposé des motifs relatifs au *homestead*, 19 juin 1894 (*Off.*, annexe au procès-verbal de la séance du 19 juin 1894).

menterait progressivement de deux mille francs par enfant qui naîtrait du mariage.

En établissant ce système il ne faudrait pas croire d'ailleurs instituer quelque chose de neuf et de tout à fait inédit ; on ne ferait que suivre l'exemple de l'Etat américain de l'Utah qui accorde à la tête de famille un homestead d'une valeur de mille dollars (5.000 francs), qui s'augmente de cinq cents dollars s'il y a une femme, et de deux cent cinquante dollars par enfants.

Ce système ne nous paraît que respecter les lois d'une juste proportionnalité ; là où les charges sont plus grandes, il est juste que les ressources soient plus considérables, et il présente en plus pour nous l'avantage d'offrir une prime à la natalité et par suite de tendre à en relever le taux.

M. l'abbé Lemire, dans sa proposition de loi du 18 juillet 1894, dont il a saisi la chambre une seconde fois le 23 juillet 1898, s'exprime ainsi dans l'article 19 : « Le veuf ou la veuve sans enfant, âgés de moins de cinquante ans, devront, pour conserver les avantages du bien de famille acquis avant leur veuvage, se remarier dans le délai de deux ans, faute de quoi ces avantages leur seront rétroactivement retirés à compter du jour du décès de leur conjoint ».

Nous ne demanderons pas l'insertion d'une pareille

clause dans la loi, bien qu'elle s'efforce de multiplier les mariages, et par suite les naissances ; nous considérons en effet comme immoral de mettre en balance la question d'intérêt et celle de sentiments, de forcer quelqu'un à sacrifier un souvenir qui lui est cher pour conserver son foyer ; c'est un moyen que nous répudions, pour nous ranger franchement à l'avis de M. Léveillé qui accorde le droit de constituer un bien de famille insaisissable à tout français ou française qui le voudra.

Prescrire que le bien de famille devra être conservé en nature dans le patrimoine aurait pu, dans certaines circonstances, présenter de trop grands inconvénients ; aussi M. Léveillé permet-il au propriétaire de l'aliéner ; toutefois si celui-ci est marié, il devra requérir le consentement de sa femme, et s'il a des enfants mineurs, il devra recourir à l'autorisation de justice, car l'insaisissabilité est établie non seulement dans l'intérêt du chef de famille, mais bien dans celui de la famille tout entière. Disons tout de suite qu'avec la modification que nous avons apportée au système de M. Léveillé, ce n'est pas seulement jusqu'à la majorité des enfants mineurs que l'aliénation devra être soumise à certaines formalités, mais bien jusqu'à la mort du fils, possesseur du bien de famille, terme jusqu'auquel subsiste l'insaisissabilité de ce bien.

Or, il serait cruel d'obliger le homesteater à recourir à une procédure d'autorisation devant le tribunal et de l'exposer ainsi à des frais; il nous semble qu'il serait préférable de réunir une sorte de conseil de famille spécial, sous la présidence du juge de paix, qui autoriserait l'aliénation. Cette création aurait pour effet d'augmenter la cohésion familiale et de donner à notre réforme son véritable caractère.

Pour ce qui est des autres principes contenus dans le projet de M. Léveillé, nous les adoptons sans restriction, notamment ceux qui concernent le mode d'établissement du bien de famille, la nécessité pour le homesteater de l'occuper et de l'exploiter, la défense pour un même individu de fonder deux biens de famille insaisissables, la défense d'hypothéquer ce bien ou de le vendre à réméré, etc...

Résumons brièvement les grandes lignes que nous voudrions voir suivre dans l'établissement d'un bien de famille insaisissable en France, et que nous croyons les plus propres à apporter un remède efficace à la dépopulation.

Le père de famille pourra imposer l'insaisissabilité du bien de famille à l'héritier qui a recueilli ce bien, jusqu'à la mort de ce dernier.

A défaut de testament à la mort du père, le bien de famille insaisissable ira à l'aîné des enfants.

La valeur du bien de famille sera limitée à deux

mille cinq cents francs pour les célibataires, à cinq mille pour les individus mariés sans enfant. Ce chiffre sera augmenté d'autant de fois deux mille francs qu'il naîtra d'enfants du mariage.

Au cas où par suite d'insuffisance de biens composant la quotité disponible, l'attribution du bien de famille à l'un des enfants porterait atteinte à la réserve de ses frères et sœurs, ceux-ci, s'ils sont majeurs, ou le conseil de famille, s'ils sont mineurs, pourront consentir à l'indivision pour un délai de dix années. Faute par eux d'avoir manifesté leur intention, ce délai révolu, de faire cesser l'indivision, celle-ci recommencera de plein droit pour un même laps de temps.

A part ces quelques points où nos idées se séparent un peu de celles de M. Léveillé, dans le but de protéger plus efficacement la natalité, nous adoptons pleinement son projet que nous préférons, à cause de sa clarté et de sa précision aux autres propositions de loi sur le même sujet : celles de M. l'abbé Lemire, celle de M. Hubbard et celle du gouvernement du 31 janvier 1905 notamment.

Le bien de famille ainsi compris viendra joindre utilement ses efforts à ceux du système successoral que nous avons préconisé, dans le but de parvenir à la reconstitution de la famille par la reconstitution du patrimoine, dont la permanence et la stabilité seront

désormais l'objet d'une protection réelle et efficace. Le champ qui sera par excellence le patrimoine familial , sera cultivé avec plus d'amour par son propriétaire quand il saura que ses arrière petits-enfants seront appelés à bénéficier de son labeur ; le champ deviendra plus fécond et cette fécondité passera de la terre à la race.

Il aurait été intéressant de pouvoir citer quelques pays où le homestead fonctionne et étudier quelles variations y avait subi la population. Mais cette institution est de date trop récente pour que l'on puisse encore en tirer des conclusions.

Cependant nous voyons dans le seul état de Manitoba où le homestead fonctionne, la population passer de 25.000 habitants en 1877 à plusieurs centaines de mille en 1900.

Pour le Canada, où le homestead général a été voté en 1878, nous avons déjà eu l'occasion de constater une augmentation très rapide de la population.

Mais nous avons affaire là à des pays neufs, dans lesquels l'accroissement de la population est surtout dû à l'immigration, aussi ne pouvons-nous en tirer aucune déduction certaine relative au homestead, si ce n'est que cette institution ne paraît répugner en rien au habitants d'un pays, bien au contraire.

En introduisant chez nous une pareille réforme, le législateur fera œuvre de philanthropie et de solidarité

sociale. « Dans l'article 592 du code de procédure civile, il se montre plein de sollicitude pour les animaux, nous dit M. Louis-A. Corniquet (1) ; il leur assure les pailles, fourrages et graines nécessaires pour la litière et la nourriture pendant un mois ; il est vrai qu'il défend de saisir les farines et même les denrées nécessaires à la consommation du saisi et de sa famille pendant le même délai ; à ce point de vue, bêtes et gens sont mis sur le même pied ; la loi a songé à donner la litière au bétail, mais elle a omis de conserver un gîte au débiteur et aux siens. On croirait que l'article 592 a été édicté par la société protectrice des animaux ; elle n'en a oublié qu'un, l'homme ».

(1) Louis-A. Corniquet, thèse, Paris, 1894, p. 325.

CONCLUSION

Nous nous rangeons en principe aux idées de l'école de Le Play, et nous sommes convaincu et par l'observation et par l'histoire que les familles les plus prospères et les plus fécondes sont celles où l'autorité du père se maintient effective et vivace, et où les enfants restent fortement unis.

Or le régime du partage forcé de notre code civil tend à un résultat diamétralement opposé ; il provoque d'abord l'égalité dans la misère, et ensuite, par voie de conséquence, la stérilité de la race. Il est vraisemblable que Napoléon I^{er} avait institué ce système uniquement pour réaliser des fins pratiques ; il voulait détruire, à l'aide du partage forcé, l'ancienne aristocratie ou même la bourgeoisie à tendances monarchiques ou libérales et y substituer une aristocratie nouvelle par la théorie des majorats ; une lettre à son frère Joseph nous en donne la preuve : « Etablissez le code civil à Naples, écrivait-il ; tout ce qui ne vous sera pas attaché va se détruire en peu d'années, et ce

que vous voudrez conserver se consolidera. Voilà le grand avantage du code civil... C'est ce qui m'a fait prêcher un code civil et m'a porté à l'établir (1). »

Comme ce n'est plus le but que l'on doit assigner aujourd'hui à notre loi successorale, il importe de la réformer, et nous proposons de la modifier dans le sens d'une liberté testamentaire beaucoup plus large accordée au chef de famille dans la transmission de ses biens.

Nous voudrions que ce chef de famille ait à sa disposition une quotité disponible assez étendue pour lui permettre de laisser à celui de ses enfants qui lui en paraîtra le plus digne la portion centrale de sa fortune.

Le système de M. Glasson est celui qui répond le mieux à nos vœux et nous réclavons avec lui qu'un tiers seulement de la fortune du père constitue la réserve de ses enfants quel qu'en soit le nombre ; un second tiers sera disponible entre eux de telle façon et dans telles proportions que le père l'entendra ; enfin le troisième et dernier tiers sera disponible d'une façon absolue entre les mains du chef de famille qui pourra le laisser aussi bien à des étrangers qu'à des membres de sa famille. Le père aura ainsi la faculté de constituer un foyer où se perpétueront les traditions

(1) *Mémoires et correspondance politique et littéraire du roi Joseph*, II, 275.

familiales, et où, au milieu des luttes de la vie, les enfants pourront toujours venir retrouver le repos, et se ressaisir en vue de nouvelles épreuves.

Pareil système aura de plus pour effet de rendre les partages d'ascendants beaucoup plus pratiques, et peut-être alors cette institution procurera-t-elle tout le bien que l'on est en droit d'attendre d'elle. Ce n'est pas le motif qui a contribué le moins à nous faire adopter la thèse que nous soutenons.

Que l'on n'aille pas nous objecter que nous tendons ainsi à démolir le principe sacré d'égalité entre les enfants. « L'idée d'égalité exagérée, dit M. Claudio Jannet (1), est un sophisme dont la France périt. Non seulement la petite propriété rurale est désorganisée, mais la loi civile du partage égal est en antinomie avec la loi naturelle de l'accroissement de la population par la fécondité des mariages. Le code civil a répandu la fausse idée que les parents avaient le « devoir » de laisser à leurs enfants un patrimoine égal au leur. C'est une impossibilité économique. Nos bourgeois et nos paysans ont résolu la difficulté par la stérilité systématique des mariages, là où un fort enseignement religieux n'arrête pas les pratiques immorales par lesquelles ce résultat est obtenu ».

Quant au droit d'exhérédation nous nous séparons

(1) *Réforme sociale*, 1891, II, 3^e série.

des conclusions de M. Glasson sur ce point. Son rétablissement dans notre droit pourrait certainement raffermir l'autorité paternelle ; mais ce serait au prix d'inconvénients si nombreux et si graves que nous préférons ne pas y avoir recours.

Le foyer familial reconstitué, il faut en assurer la stabilité ; la création d'un bien de famille insaisissable nous a semblé le meilleur moyen d'y parvenir. Le père aura non seulement la possibilité de transmettre un patrimoine formant un tout, pouvant abriter sa famille, mais encore il pourra en assurer l'existence, la permanence longtemps après sa mort. L'esprit en repos au sujet de sa descendance, au moins en ce qui concerne les besoins essentiels de la vie, il ne sera plus tenté, ou plutôt il le sera moins qu'aujourd'hui, de réduire sa postérité le plus possible, plus confiant qu'il sera en l'avenir.

Nous ne nous dissimulons pas que les remèdes que nous proposons à la crise actuelle de la population en France sont très incomplets et ne s'appliquent qu'à une portion très limitée du mal : la loi successorale. La restriction volontaire des naissances est encore déterminée par mille autres causes diverses : par le goût du bien-être et la diffusion du luxe qui suit le développement de la richesse publique ; à cette cause économique d'infécondité des familles vient se lier intimement une cause sociale, le désir et la possibilité

pour chaque individu de s'élever ou d'élever ses enfants d'une situation donnée à une situation supérieure; c'est ce qu'on appelé l' « attraction capillaire » ou encore « la capillarité sociale ». Le fonctionnarisme sévit dans notre pays avec son maximum d'intensité. Nous avons, en France, des instincts aristocratiques dans le mauvais sens du mot ; l'ouvrier, ambitieux pour son fils, désire faire de lui un surnuméraire dans une administration quelconque ; il s'astreint à toutes les privations et limite volontairement sa famille. Le fils à son tour, contraint par la médiocrité d'une situation sans avenir, se condamne au célibat pour promener une inutilité médiocre et décente. Le commerçant et l'industriel veulent vivre la grande vie et faire souche de grands seigneurs; ils fuient le danger d'avoir une nombreuse famille qui ne permet pas les dépenses de haut luxe, et morcelle les fortunes laborieusement édifiées.

La complexité des influences diverses qui entrent en jeu dans la question qui nous occupe est très grande, et il est certain que, sous ce rapport, une réforme profonde des mœurs s'impose. Pour y arriver il faudra avoir recours aux moyens les plus divers et les plus multiples ; les uns, appelés moyens empiriques, agiront sur la volonté de l'individu soit en le menaçant d'une pénalité ou d'une déchéance soit en le séduisant par l'espérance d'avantages ou de faveurs

mesurés au nombre de ses enfants ; d'autres, appelés moyens économiques, consisteront à créer des industries familiales, à empêcher l'exode des populations rurales vers les villes ; d'autres s'appliqueront à créer des habitations à bon marché, à développer l'émigration et l'expansion coloniales, à simplifier les formes du mariage, à prolonger la vie humaine et à diminuer surtout la mortalité infantile.

Mais il est évident que nous ne pouvions pas avoir la prétention de nous occuper de toutes ces questions dans le cadre d'un ouvrage aussi restreint que le nôtre. Nous nous sommes surtout attaché à exposer les réformes relatives à l'organisation morale et patrimoniale de la famille, à la sécurité et à la stabilité du foyer, parce que c'est de là surtout que peut venir la transformation de nos mœurs. Il nous a semblé que la loi positive devait jouer un certain rôle dans cette réforme, qu'elle devait faire pression sur les mœurs, de telle sorte qu'elles se complètent par une action réciproque.

« L'homme seul est uni par un sentiment permanent aux êtres du même sang, écrit M. Jung dans la préface de son ouvrage (1) ; seul il a une famille. Par là il cesse d'être un atome dans l'espace, un point négligeable dans le temps, une végétation éphémère, pro-

(1) Jung, *Famille. Dépopulation*, préface, p. 25.

duit d'un hasard, et qui dure un instant ; il n'est pas né d'hier, il ne mourra pas demain ; il est l'aspect actuel d'une vie qui, par les ancêtres, remonte dans l'infini du passé, pour se prolonger par la postérité dans l'infini des avenir. Aussi, sans insister davantage, pouvons-nous proclamer que la famille n'est pas seulement une institution naturelle, fondée en morale et en utilité, mais encore l'organe même de la fécondité humaine.

« Dès lors, si le chiffre des natalités vient à diminuer, et si, d'autre part, nous constatons que la famille se désorganise, nous devons nécessairement établir entre ces deux phénomènes un rapport de causalité.

Par suite lorsque nous voudrions porter remède à la crise de la dépopulation, la logique nous commandera de travailler avant toute chose à rétablir la cohésion et la stabilité familiales ».

C'est l'esprit continuellement tendu vers ce but que nous avons entrepris d'examiner les modifications que notre code civil devait subir en matière successorale, et que nous avons été amené à y ajouter la création d'un bien de famille insaisissable, convaincu que nous n'avons fait qu'effleurer un très petit côté du grand problème de la dépopulation en France, et osant à peine espérer avoir apporté un nouvel élément, si mince soit-il, à sa solution.

Vu :
Le Doyen,

LYON-CAEN.

Vu :
Le Président de la Thèse,

PIÉDELIEVRE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION.	7
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Réforme du régime successoral. De la</i>	
<i>liberté testamentaire</i>	13
Chapitre I. — Absence de liberté testamentaire . .	17
Chapitre II. — De la liberté testamentaire absolue .	26
Chapitre III. — De la liberté testamentaire mitigée .	38
Section 1. — Système de Le Play	38
Section 2. — Du rétablissement de la légitime .	47
Section 3. — Système de M. Glasson	55
Appendice. — Projet du colonel Toutée	71
DEUXIÈME PARTIE. — <i>Création d'un bien de famille insaisis-</i>	
<i>sable.</i>	79
Chapitre I. — Généralités. Influence de la réforme sur le mouvement de la population.	79
Chapitre II. — Structure juridique du bien de famille.	85
Section 1. — Transmission héréditaire du bien de famille	89
Section 2. — Fixation de la valeur du bien de famille	96
CONCLUSION	104

